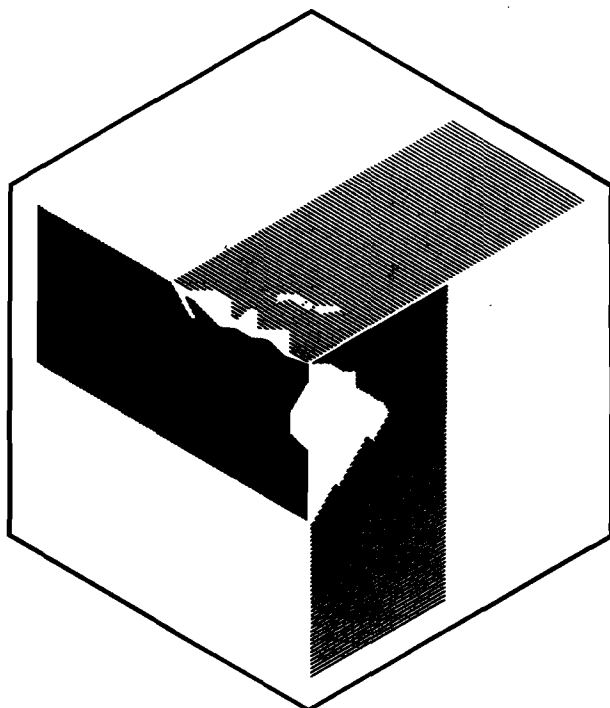

CREDAL

Documents de Recherche



DOCUMENT DE RECHERCHE DU CREDAL N°217

Equipe de recherche sur l'Aménagement en Amérique latine
Document n° 78- 1990

Pour l'étude du pouvoir local dans le golfe du Mexique
O. HOFFMANN, J.-Y. MARCHAL, M. PEPIN LEHALLEUR,
M.-F. PREVOT-SCHAPIRA

Programme "Transformations de la vie rurale et nouvelles
configurations du pouvoir local au Mexique,
une approche comparative"

PUBLICATIONS N°1
ASP CNRS-ORSTOM en collaboration avec El Colegio de México

DOCUMENT DE RECHERCHE DU CREDAL N°217

Equipe de recherche sur l'Aménagement en Amérique latine
Document n° 78- 1990

Pour l'étude du p^uvoir local dans le golfe du Mexique
O. HOFFMANN, J.-Y. MARCHAL, M. PEPIN LEHALLEUR,
M.-F. PREVOT-SCHAPIRA

Programme "Transformations de la vie rurale et nouvelles
configurations du pouvoir local au Mexique,
une approche comparative"

PUBLICATIONS N°1
ASP CNRS-ORSTOM en collaboration avec El Colegio de México

PROGRAMME

«Transformations de la vie rurale
et nouvelles configurations du pouvoir local au Mexique
une approche comparative»

ASP CNRS-ORSTOM

en collaboration avec
El Colegio de México

**POUR L'ETUDE DU POUVOIR LOCAL
DANS LE
GOLFE DU MEXIQUE**

O. Hoffmann, J-Y. Marchal, M. Pepin Lehalleur, M-F. Prévôt Schapira

PUBLICATION N°1

**PARIS
JUIN 1990**

«Transformations de la vie rurale
et nouvelles configurations du pouvoir local au Mexique :
une approche comparative»

PISTES ET QUESTIONS POUR L'ETUDE DU POUVOIR LOCAL
DANS LE GOLFE DU MEXIQUE

TABLE DES MATIERES

Les échafaudages de la recherche : objets, temps et lieux Marielle PEPIN LEHALLEUR	1
Croquis de localisation Jean-Yves MARCHAL	12
Evaluer le territoire : l'entrée géographique Jean-Yves MARCHAL	14
Itinéraire d'approche à quatre terrains d'enquête et propositions pour un questionnement d'équipe Marielle PEPIN LEHALLEUR	21
Les transformations récentes autour de Misantla et Martinez de la Torre (Veracruz) : exemple de recomposition régionale et thèmes d'analyse comparative Odile HOFFMANN	51
Société locale et corporatisme dans la région de Tampico-Ciudad Madero Marie-France PREVOT SCHAPIRA	61
Bibliographie	77

«Transformations de la vie rurale
et nouvelles configurations du pouvoir local au Mexique :
une approche comparative»

PUBLICATION N° 1

PISTES ET QUESTIONS POUR L'ETUDE DU POUVOIR LOCAL DANS LE GOLFE
DU MEXIQUE

Le programme de recherche «Transformations de la vie rurale et nouvelles formes du pouvoir local au Mexique. Une approche comparative» achève sa première étape d'approche du terrain et de définition de sa thématique, et passe à une phase plus intensive d'observation et d'analyse qui impose que tous les chercheurs membres de l'équipe réalisent des séjours plus ou moins prolongés sur place.

Cette première publication n'apporte donc pas encore les résultats d'une enquête systématique mais réunit nos premières observations et les propositions qu'à partir de celles-ci nous sommes maintenant capables de formuler pour approfondir l'étude de chacun des lieux choisis et pour faire ressortir les lignes de force de leurs évolutions, leurs similitudes et leurs spécificités.

Elle illustre ainsi ce moment de la recherche où les questions, dans leur simplicité, apparaissent plus clairement que leur objet, où l'armature cerne encore ce qu'elle est appelée à soutenir, où se juxtaposent les approches des diverses disciplines.

Cette mise au point a pour nous valeur opérationnelle en nous permettant de fixer la mire, profiler des objectifs communs, partager les connaissances déjà acquises de certains lieux, proposer des voies de recherche et en déblayer les abords.

L'équipe de recherche est composée de :

Marielle PEPIN LEHALLEUR	Odile HOFFMANN	Arturo ALVARADO
Marie-France SCHAPIRA	Jean-Yves MARCHAL	Nelson MINELLO
(CNRS-CREDAL)	(ORSTOM-MAA)	(COLMEX-CES)

Les échafaudages de la recherche : objets, temps et lieux.

Marielle PEPIN LEHALLEUR

Notre recherche a pour but de comparer comment évoluent et s'adaptent les structures et les pratiques de pouvoir dans les sociétés locales mexicaines sous l'impact des profondes modifications qu'impriment au milieu rural les politiques de réorganisation économique actuellement en cours. Celles-ci se projettent sur un fond plus vaste de transformations liées aux exigences imposées à l'agriculture par les nouveaux besoins de consommation et les marchés internationaux, aux mouvements migratoires et à l'urbanisation des campagnes, et parfois à des processus localisés d'industrialisation.

Dans ces évolutions au long cours, les quinze dernières années d'intervention étatique accrue ont imprimé des découpages territoriaux, des orientations économiques, des priorités et des formes de gestion qui se trouvent mis en question aujourd'hui à la fois par de larges secteurs de la population et par le gouvernement issu des élections de juillet 1988.

Les forces sociales qui localement s'étaient constituées, tantôt dans le cocon de la protection officielle, tantôt en-dehors, tantôt en porte-à-faux ou encore en lutte contre elle, sont amenées à une confrontation plus directe, moins médiatisée, qui semble volontairement faire appel à une expression plus large des intérêts locaux.

Tout en prenant garde de ne pas surestimer l'importance et la soudaineté de ces changements, ni le rôle qu'y jouent les nouvelles

orientations gouvernementales, on peut considérer qu'il y a quelque chose de radicalement nouveau dans le modèle de développement et d'action politique que propose l'équipe au pouvoir. Les situations acquises et les mécanismes établis doivent être réévalués par les secteurs sociaux, et éventuellement modifiés, au regard des règles du jeu qui s'imposent désormais.

A partir de cette conjoncture, nous nous proposons de saisir, dans certains lieux choisis, comment se recomposent les forces locales et leurs rapports afin d'y observer, comme à la loupe, certains des effets possibles des grands ré-ordonnements nationaux.

En remontant le cours des histoires locales, nous chercherons à retracer ce qui a engendré les accords et les affrontements politiques actuels, la façon dont les lieux et leurs ressources sont occupés, adaptés et mis à profit, les représentations et les projets dont leurs habitants les investissent : trois approches que l'on fait couramment relever de la sociologie, de la géographie et de l'anthropologie et qui ici se recouvrent largement.

Nous en userons avec une intensité variable selon le lieu et le chercheur concerné dans l'étude de cinq petites régions rurales du Golfe du Mexique dont les dynamiques agraires et les rapports à la ville et à l'industrialisation diffèrent.

Pour organiser leur comparaison, nous nous centrerons sur les réponses qu'apportent les forces sociales les plus significatives et les sociétés locales dans leur ensemble aux défis posés à chaque grande étape de leur histoire commune par des politiques publiques aux visées fréquemment centralistes, par les appétits privés liés aux grands marchés nationaux ou internationaux qui se spécialisent dans certaines productions et cherchent à imprimer aux lieux l'orientation qui les serve, et par un «secteur social» qui réclame sa part de la richesse régionale.

Le temps actuel, la conjoncture.

Au long des années 80, la crise économique qui s'approfondit et des manifestations généralisées de remise en cause du pouvoir en place exigent que soient proposés de nouveaux objectifs et la façon de les atteindre. Le malaise, voire le mécontentement, que beaucoup exprimaient de façon plus ou moins confuse et pour des raisons diverses s'articulent maintenant en projets plus concertés - souvent contradictoires quant aux buts poursuivis et aux moyens de réalisation - mais qui semblent converger assez largement vers une plus grande initiative de la société civile. Dans cette direction, l'équipe gouvernementale met en place depuis un an son propre programme de dérégulation, privatisation et décentralisation.

Les perspectives qui s'annoncent peuvent se ranger sous deux rubriques : l'instauration d'un ordre économique où les actions et

les agents s'affranchiraient plus clairement du politique, et la recherche de nouvelles définitions des instances et des mécanismes de pouvoir.

Dans le premier domaine, il s'agit de favoriser l'émergence d'une économie «moderne» plus largement animée par le jeu de la libre initiative, la concurrence entre les entreprises et l'incitation réciproque de l'offre et de la demande. Les pouvoirs publics renoncent à la participation directe et aux ré-équilibrages systématiques pour se consacrer plus strictement aux fonctions de régulation, d'investissement et d'orientation à long terme.

C'est dans ce cadre que le gouvernement procède à la mise en vente ou au transfert de grand nombre d'entreprises ou d'organismes étatiques qui intervenaient dans la production agro-pastorale et qu'il remet au secteur bancaire de nouveau privatisé (mai 1990) la plus large part du marché du crédit et de l'assurance agricoles. La politique des prix de garantie est abandonnée sauf pour le maïs et le haricot, et celle des quotas à l'importation comme à l'exportation considérablement assouplie. Enfin tout porte à croire que des transformations plus radicales encore vont avoir lieu en matière agraire dans le sens d'une mise sur le marché des terres ejidales.

De nouveaux acteurs économiques se profilent donc, qui ont pu se porter acquéreurs des entreprises privatisées ou qui signent avec l'Etat les «conventions de concertation» par lesquelles passent maintenant tous les programmes officiels. La réorientation des marchés va susciter de nouveaux enjeux que les structures de filière marqueront certainement de manière forte, et il sera capital pour nous de découvrir comment celles-ci s'alimentent des circuits locaux de main-d'œuvre et d'échange de biens, les réorganisent ou les tarissent.

Sur la scène politique, les nouveaux rapports de force entre les oppositions et le gouvernement, ainsi que les mesures de décentralisation adoptées par celui-ci, vont probablement créer des situations très différenciées d'une région à l'autre.

La réforme accroît, en effet, la responsabilité et la part des fonds publics dont disposent les municipalités et les Etats fédérés pour assurer la distribution des services sociaux, l'équipement urbain et régional et les programmes d'assistance et de solidarité - autant de domaines dont le contrôle présentera un intérêt renouvelé dans la politique locale. Elle concède également une plus large initiative aux échelons inférieurs de certaines administrations chargées de gérer des ressources, telles que l'eau d'irrigation, par exemple, avec la participation des organisations d'usagers, procédure à laquelle on peut assimiler les «conventions de concertation» déjà mentionnées.

L'affiliation politique désormais plus variée des équipes municipales, des députés, voire des gouverneurs, chargera évidemment d'un sens spécifique cette négociation plus généralisée des affaires publiques avec la population et ses associations.

Les dirigeants et militants du PRI sont d'ailleurs fermement conviés à adapter les structures et les pratiques de leur parti à cette nouvelle donne. En particulier, la recommandation qui leur a été faite par le Président Salinas d'abandonner la répartition par «secteur» du choix des candidats officiels aux élections (mars 1990) devrait contribuer à un réacomodement important des réseaux d'adhésion politique.

Les conditions paraissent donc données pour qu'on assiste, ces prochaines années, à un recentrage des définitions et des alliances politiques sur des enjeux locaux et régionaux, et il faut sans doute y compter la conquête du pouvoir municipal lui-même.

On pourra ainsi observer si c'est l'instance que choisissent les organisations paysannes pour y porter leurs demandes de meilleures conditions de production et d'emploi, et vérifier si les exigences des populations rurales en matière d'urbanisation et d'accès aux services publics s'y affirment. De plus, la recrudescence des activités associatives semble annoncer des formes de participation politique moins stratifiées ou sectorielles et plus individualisées auxquelles la scène municipale pourrait fournir un cadre immédiat.

L'analyse de l'instance locale se révèle, dans cette conjoncture, particulièrement pertinente pour formuler quelques hypothèses sur les tendances et les conflits les plus significatifs pour l'avenir des campagnes mexicaines.

Les temps de formation des sociétés locales de la plaine côtière du Golfe du Mexique.

L'évaluation des recompositions actuelles repose sur la connaissance des ancrages sociaux des forces locales et l'histoire de leurs rapports aux lieux.

Cette histoire est relativement courte pour la plupart des régions que nous avons retenues, et l'emprise de l'élevage extensif et d'implantations agricoles ponctuelles au cours des XVIII^e et XIX^e siècles dans la moitié nord du Veracruz et au Tamaulipas n'y a laissé qu'une trame lâche, quasi effacée par les forages et les exploitations pétrolières, les défrichements agricoles et les implantations urbaines qui se sont développés depuis le début du XX^e siècle. Tout en remontant plus loin là où ce sera possible, ce sont ces quelques décennies qui nous donneront la mesure du temps long.

Depuis le début du siècle, le développement a obéi aux impulsions données par le pouvoir central à coup de grands projets - agriculture, pétrole, développement industriel et portuaire, communications - et par des intérêts privés disposant de gros moyens, souvent soutenus par des groupes extra-régionaux, voire internationaux. Peu de place a été laissée aux petites initiatives locales, aux améliorations patiemment accumulées. Ce qui se manifeste dans le rythme saccadé de l'aménagement régional, ses aspects volontaristes et la répétition en divers lieux des mêmes schémas.

Du sud vers le nord, la proximité des Etats-Unis se perçoit mieux, dans les relations commerciales et dans les modes de vie. Pourtant la région tout entière a tiré relativement peu de parti de son ouverture sur le Golfe et se situe clairement dans le réseau des programmes économiques et des allégeances politiques du Centre. Le corporatisme s'y est montré efficace, appuyé sur les énormes ressources du syndicat pétrolier et sur une large disponibilité de terres de bonne qualité, souvent irriguées. Les entrepreneurs et propriétaires privés eux-mêmes se sont rarement opposés à des mesures protectionnistes dont ils tiraient sans doute bénéfice.

Cette trame où le politique l'emporte souvent sur l'économique représente un type quelque peu extrême dans les relations développées entre le pouvoir central mexicain et les régions.

Elle fournit le cadre commun à l'histoire particulière de nos cinq lieux d'enquête. A partir de cet axe naturel de comparaison, on cherchera à mettre en lumière les facteurs de diversité dans les temps et les rythmes du peuplement, dans les ruptures du paysage, dans la structuration des flux économiques, dans l'adaptation des objectifs de développement aux contraintes locales, dans l'emprise des divers pouvoirs régionaux, et dans la multiplicité des projets des habitants : six grands thèmes à enrichir avec les différents moyens que nous offrent nos disciplines et que chacun traduira en questions spécifiques selon le lieu de son étude.

Les deux dernières décennies

Dès le début des années 70, et plus encore avec l'afflux des ressources pétrolières et des prêts internationaux, l'investissement et l'encadrement étatiques se sont renforcés dans l'ensemble de l'économie, en particulier dans l'agriculture. Pour tenter de surmonter la crise de production et remédier à la bipolarité des structures agricoles, le gouvernement a augmenté sensiblement les fonds destinés au développement agricole et renforcé les compétences des organes de planification et de crédit, étendant leur couverture territoriale à toutes les régions, aux terres de *temporal*

comme aux irriguées, et regroupant exploitants privés et *ejidatarios* en une seule clientèle.

Dans certaines régions de la plaine côtière, les contrastes agraires étaient moins aigus du fait de la faible densité du peuplement, ou dominés par la forte prégnance de l'élevage bovin. C'est peut-être là que les politiques de dotation agraire, d'irrigation et d'encadrement agricole se sont le plus rapidement mises en place et affermies.

Indépendamment de la consolidation des infrastructures pétrolières (exploitation, acheminement, raffinage et transformation pétrochimique), ce sont les aménagements agricoles qui ont donné leur marque de nouveauté aux paysages de cette partie du Golfe.

La société rurale s'est transformée avec l'émergence de larges secteurs de producteurs agricoles dotés de terres *ejidales* en exploitation collective, produisant pour l'alimentation nationale et l'agro-industrie sous le contrôle rapproché d'une foule de techniciens. La production régionale s'est diversifiée grâce à l'introduction des oléagineux et des fourrages exigés par les programmes prioritaires de crédit, tandis que la fruticulture et la production maraîchère se sont plus directement développées en réponse aux sollicitations du marché national et de l'exportation ; et si l'élevage a vu sa surface globale diminuer, de grandes exploitations se sont technifiées et renforcées. La production agricole a aussi été encouragée quelque temps dans les contrées plus pauvres des marges montagneuses et des hauts plateaux de l'intérieur d'où provenaient traditionnellement les travailleurs saisonniers, ce qui a contribué, avec la densification de la population paysanne en plaine, à modifier et raccourcir les flux de main-d'œuvre.

Ce développement agricole s'est appuyé sur la multiplication de formes collectives ou associatives de production (*ejidos* collectifs et coopératives, Unions d'*ejidos*, associations de producteurs privés, unions de crédit ou de commercialisation...) qui ont permis aux *ejidatarios* et aux propriétaires moyens d'élargir leur base économique et de gagner en poids social ; au risque, pour les premiers plus que pour les seconds, d'abandonner une bonne part de leur capacité d'initiative de production aux mains de la filière, du «secteur» professionnel ou de la banque dont ils dépendaient.

Nombre de ces producteurs rejoignent, dans leur dépendance des mêmes mécanismes protectionnistes et dans leurs modes de vie, les bourgeois des petites villes, commerçants, membres des professions libérales, fonctionnaires et techniciens. Ces membres d'une «classe moyenne rurale» émergente ont été portés ensemble, de façon plus ou moins directe, par la croissance des dépenses publiques et par l'élargissement des bénéfices sociaux. Leur résidence est urbaine, parce qu'installés en ville ou, à la campagne, dans un habitat de

plus en plus urbanisé, mais leur sort est assurément lié, à travers leurs activités commerciales ou professionnelles, à la conjoncture agricole et surtout au type de politique que le gouvernement entend mener dans ce domaine.

L'urbanisation multiforme est d'ailleurs une donnée importante de la vie rurale dans la plaine du Golfe depuis les débuts de sa colonisation. Dans ces grands espaces, les nouveaux venus se sont toujours installés en habitat groupé, de préférence urbain, et seules les dotations agraires ont été assez puissantes pour contrecarrer ce phénomène.

Autour des centres dominés par les commerces et les services, viennent s'aggréger aussi bien la population à vocation urbaine que les agriculteurs des environs, les journaliers agricoles qui ont élu résidence dans la région et souvent émargent aux listes de demande de terre ou les travailleurs saisonniers. Parfois, c'est la ville qui gagne un habitat qui était d'abord rural, en englobant des *ejidos* dans sa périphérie.

La diffusion du modèle urbain et les demandes réitérées des populations villageoises ont conduit à une expansion des services jusque dans les villages, mais leur insuffisance est encore vivement ressentie et peut motiver l'installation temporaire en ville des familles dont les enfants sont en âge scolaire ou l'émigration définitive.

Les villes petites et moyennes de la région s'élargissent ainsi en accueillant une population aux conditions de vie assez précaires, sensibles aux inflexions des politiques sociales, et qui se montre de plus en plus disposée à se mobiliser pour exiger l'amélioration des services publics.

Trois approches croisées

Les périodes historiques que nous avons marquées ici guident de façon souple la comparaison entre nos lieux d'enquête. Mais on s'aperçoit, en approchant de plus près les histoires locales, que des structures ont perduré au-delà de leur vie légale, que des comportements anticipent largement sur l'instauration de nouvelles règles du jeu... Nous allons donc chercher à comprendre ces décalages qui rendent manifeste la dynamique des interactions sociales.

Sans tomber dans un découpage disciplinaire trop strict, il nous est utile, à cette étape de la recherche, de spécifier nos approches, le temps local restant, au sens le plus large, notre référence commune.

On qualifiera de sociologique l'abord des dynamiques locales par le biais des convergences et des affrontements des groupes sociaux qui se manifestent sur la scène publique.

Une question d'actualité pourrait servir d'aiguillon : quelle est, dans les circonstances actuelles, la capacité d'engagement des groupes locaux qui ont acquis une certaine représentativité (officiellement reconnue ou en butte aux dénégations) à l'époque où les réseaux corporatistes étaient fermement légitimés et soutenus par l'Etat? Les solidarités sur lesquelles ils s'appuyaient sont-elles toujours aussi porteuses ou y a-t-il émergence de nouveaux liens, reposant sur d'autres bases?

On s'interroge sur les enjeux, anciens et nouveaux, capables de mobiliser tel ou tel segment de la population : comment se sont posées, localement, les questions foncières, et quelle est leur charge conflictuelle, à l'heure où l'*ejido* voit son statut légal soumis à discussion au niveau national?

Est-il vrai dans nos régions, comme ailleurs dans le pays, que la dotation en services publics et l'aménagement des conditions de la vie quotidienne suscitent de plus en plus de demandes organisées? Comment faut-il l'expliquer?

Quels ont été la place, l'instance et le mode de négociation des problèmes plutôt «sectoriels» d'accès au crédit agricole, de commercialisation ou de conditions de travail? Quand et comment se sont exprimées les exigences plus «politiques» de reconnaissance officielle des représentants populaires ou des candidats d'opposition aux élections?

Au travers de ces luttes, on essaiera de reconnaître les solidarités et les clivages qui perdurent d'une conjoncture à l'autre, et de déceler ceux qui se font jour maintenant. En suivant le fil des confrontations sociales et de la définition des lieux de pouvoir, c'est plus largement la physionomie des sociétés locales que l'on vise, et leurs réponses spécifiques aux défis que leur posent les évolutions régionales et nationales.

La géographie nous entraîne à la recherche de ce que la configuration des lieux révèle sur les contraintes qu'ils imposent et sur les projets qui les ont marqués et les animent.

Dans la régularité relative de la plaine du Golfe, ici, un fleuve, là, un port, plus loin, le pétrole, là encore, quelques reliefs propices ont attiré et fixé la population. Certaines productions se retrouvent d'un lieu à l'autre, rendant manifeste l'exécution d'un même dessein au milieu d'un ensemble chaque fois spécifique, dont nous essayons de déceler les lignes de force et les événements marquants visibles dans le paysage. Découpages fonciers, aménagements et productions, formes des implantations humaines, réseaux que tissent les déplacements..., autant de témoignages de la capacité des populations, de groupes particuliers ou de forces extérieures d'imposer un usage des lieux et d'en conditionner les développements ultérieurs.

Comprendre comment évolue la configuration des pouvoirs locaux impose de connaître les sphères d'influence dont chaque petite région relève, et que dessine au jour le jour sur la carte, à petite et grande échelle, l'écheveau des diverses circulations : routes, chemins de fer, voies maritimes, lignes mises au service des passagers et du frêt, échanges commerciaux assurant les approvisionnements et les débouchés, réseaux des banques de diverses origines, aires de distribution des journaux, etc.

Pour notre étude, la mobilisation de la main-d'œuvre à distance et en va-et-vient journaliers présente un intérêt particulier, pour montrer, d'abord, la distribution économique différentielle des espaces, mais ensuite et surtout pour découvrir ce que cette inégalité sociale implique dans le rapport aux lieux chez les travailleurs et ceux qui les emploient.

Dans un domaine proche, la distribution des densités des services publics nous renseigne sur la capacité des différents secteurs de la population de manifester et satisfaire certaines exigences de consommation selon le mode communément appelé «urbain» (offert à la collectivité par des spécialistes qu'il faut généralement payer). Outre les mobilisations éventuelles que cette situation peut susciter, il est important pour nous de montrer s'il existe un rapport différent aux espaces résidentiels (maison, village, quartier, localité) lorsqu'un besoin essentiel est satisfait selon un mode familial, collectif gratuit ou «urbain», ou n'est pas satisfait du tout. Etablir de telles relations permettrait d'approfondir la question des oppositions entre l'urbain et le rural et d'évaluer l'hypothèse d'une certaine uniformisation des modèles. (eau, accès à la terre, voirie, santé, scolarité, diversions...)

Enfin, l'emboîtement des circonscriptions administratives, municipales, syndicales, législatives, et les territoires moins formellement délimités des associations et mouvements de tout genre ont une traduction politique plus immédiate qu'il est utile de confronter aux données électorales et budgétaires pour documenter l'avancée ou le recul des forces en présence dans les diverses conjonctures régionales.

Le troisième regard que nous portons sur les sociétés locales s'attache surtout à saisir l'idée et le projet que s'en font les habitants, l'identité qu'ils prêtent aux lieux, comment ils se représentent leurs voisins - les proches et les autres - les aspects de leur vie qui leur semblent relever de leur propre décision, d'une action collective ou d'un pouvoir hors de portée, ce qu'ils espèrent de l'évolution de la situation locale. Après l'action des groupes sociaux et la forme des lieux, c'est plus précisément ce qu'en disent les gens qui fournit ici la matière première de notre observation.

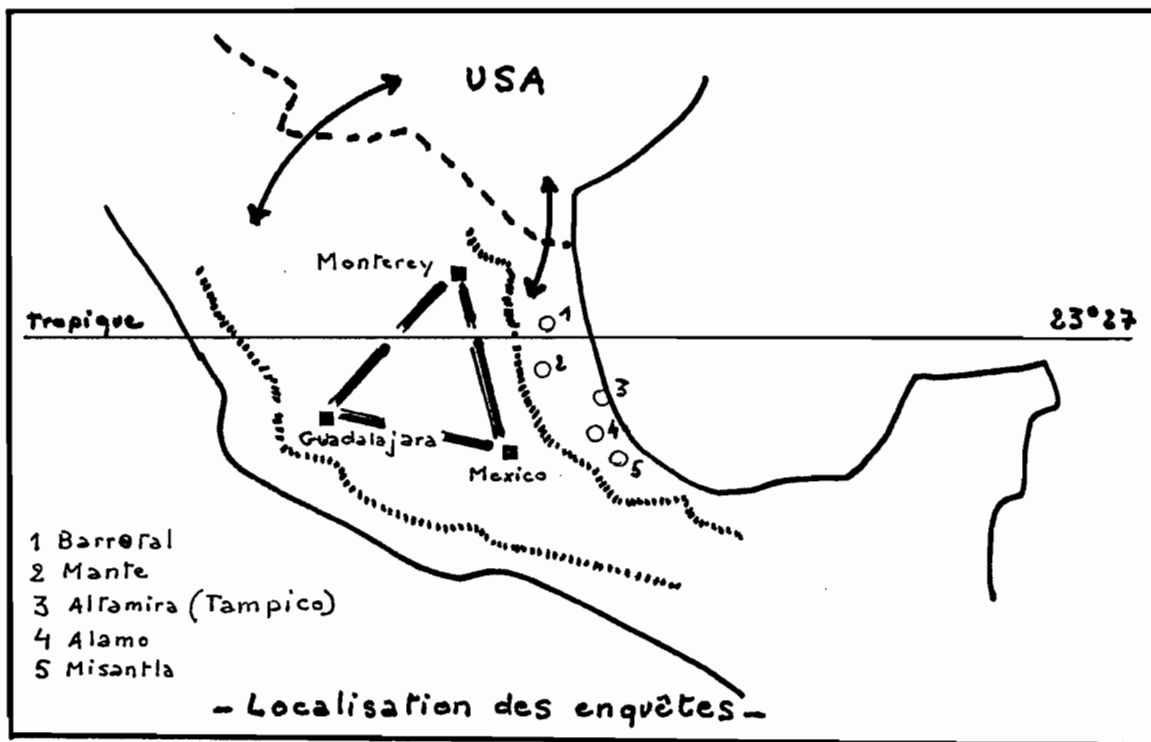
Une série de questions s'oriente vers l'image que des personnes d'activités, d'âges et de statuts divers se forgent de leur environnement physique immédiat, proche et lointain avec les traits qui leur semblent importants, ce qu'ils y font et ce qu'ils projettent d'y faire. La connaissance empirique des catégories spatiales de la population, de la fréquentation sociale et des activités ou des projets qui sont associés à chaque lieu offre une piste pour comprendre comment se délimitent les domaines du privé et de l'intervention extérieure, comment se module la convivialité avec ceux que l'on considère comme des égaux et avec les autres, jusqu'où s'étend ce qui est perçu comme le champ de l'action personnelle ou indirecte face à ce qui apparaît comme étranger, voire hostile.

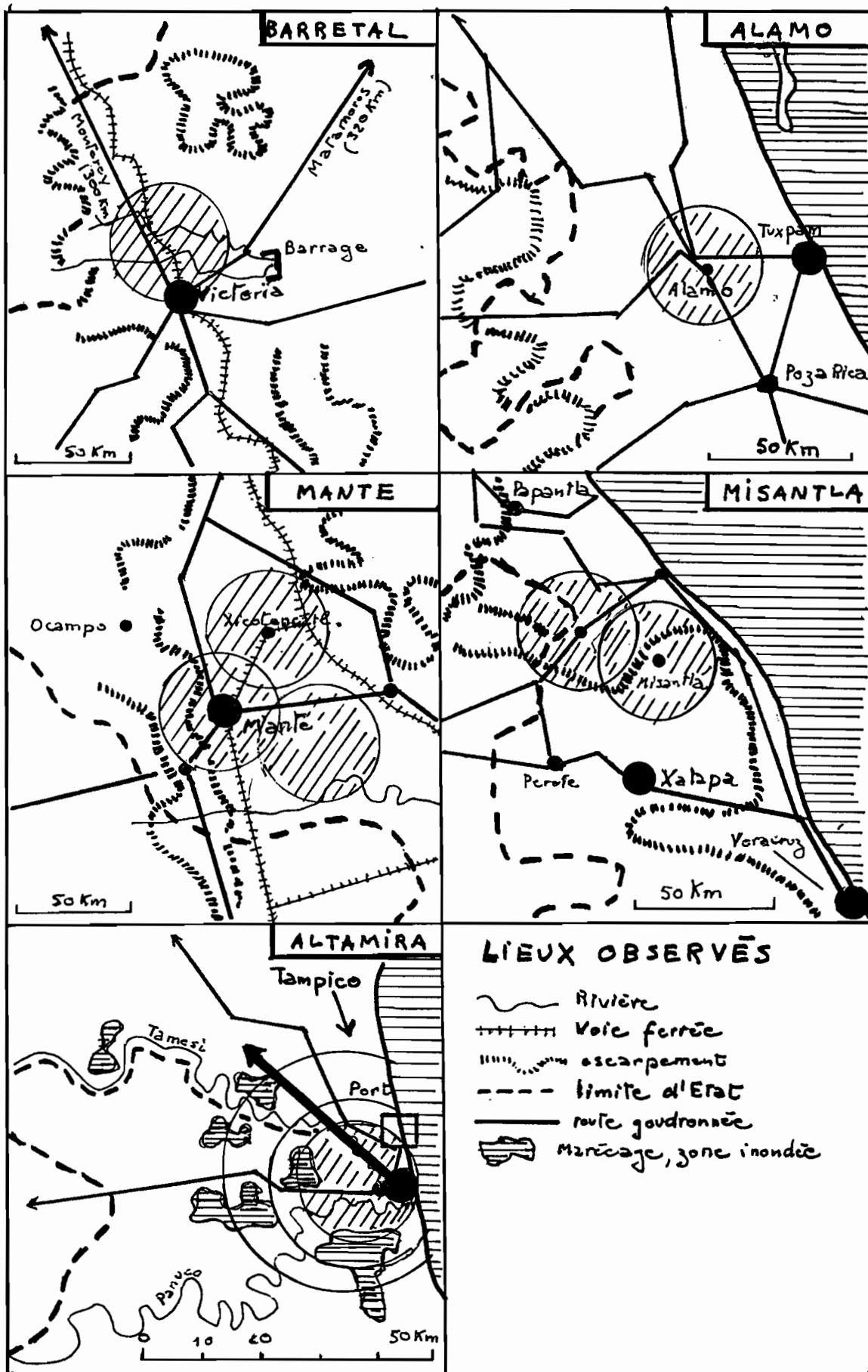
Concrètement, il s'agit de demander aux informateurs de représenter graphiquement (et schématiquement) les lieux de leurs expériences journalières et plus occasionnelles, puis de les décrire. La grille territoriale permet de situer, d'orienter - au sens fort et sans notre interférence - les informations fournies sur les activités de production, le cadre de la vie quotidienne, les conditions d'emploi et les conditions d'expression des opinions. L'échantillonnage inclut des personnes de catégories diverses - parfois, à dessein, les membres d'une même famille - et des représentants d'associations, leaders, fonctionnaires et autorités locales. La superposition de ces différentes «images des lieux» nous permettra de construire des «cartes de valorisation différentielle» exprimant leur capacité respective à symboliser une identité partagée et/ou à focaliser les conflits, et à distinguer ce qui, pour l'opinion publique, relève des seules mesures officielles ou de la participation des citoyens.

Un autre guide à suivre en parallèle est l'histoire d'une série de familles avec les événements familiaux, les changements d'activité ou de résidence, les avatars politiques qui les ont ponctués. En effet, la migration, l'accès au crédit ou l'entrée dans une coopérative, l'obtention d'un diplôme ou d'un emploi, projettent l'individu et sa famille dans un environnement nouveau. Ils imposent une nouvelle organisation des lieux et des temps de la production, ouvrent l'accès à des connaissances, des pratiques et des modes de consommation nouveaux, font apparaître des interlocuteurs avec qui il faut apprendre à traiter. Nous cherchons à retracer l'enchaînement des décisions qu'elles ont prises à chaque grande occasion et à préciser les critères qui ont guidé leurs choix, c'est-à-dire la perception des opportunités offertes, des atouts de la famille et des possibilités d'association avec d'autres personnes qui les a conduites à opter pour telle réponse et pour telle forme d'action.

Nous pensons que cette multiplication des expériences sociales joue un rôle significatif dans la différenciation des comportements face à la chose publique, et nous nous demanderons, au fil de ces histoires, s'il est possible d'inscrire ces stratégies familiales dans des modèles culturels ruraux, urbains, ou propres à la localité.

Emprunter la vue à la fois globalisante et partielle, «intérieure», que portent sur leur société certains de ses membres, permet d'explicitier ce qui fait son identité. En confrontant ces perspectives avec celles qu'offrent l'observation du jeu social sur la scène publique et le décryptage des paysages dans leur rôle d'acteurs et de témoins, nous espérons restituer le sens de ces évolutions locales qui brouillent les limites reconnues du rural et de l'urbain, et montrer comment y prennent forme les configurations de pouvoir.





Evaluer le territoire : l'entrée géographique

Jean-Yves MARCHAL

Dans le Mexique agricole, la politique de décentralisation transparait aux niveaux régional et infra-régional, dans le choix des productions, les formes d'encadrement technique et financier et les implantations d'équipements et d'entreprises. Or, dans ce contexte, le Mexique ne cesse d'importer des produits alimentaires de base, ce qui pose question. Le désengagement de l'Etat est-il synonyme d'un développement extraverti? Répond-il aux nouveaux modes de vie et de consommation? Faut-il penser que les options de développement sont prises dans la perspective d'une intégration économique avec le Nord, à commencer avec les USA? Quelles sont donc les forces endogènes et externes qui expliquent la situation actuelle? Est-il justifié d'en parler comme d'une «interminable sortie de crise»?

Les caractères de l'économie nationale et internationale s'inscrivent dans les territoires, et les modèles de développement affectent et orientent l'organisation de la production agricole, au point qu'aujourd'hui, on puisse assurer que l'endogénisme, ce qui a trait aux lieux, est de plus en plus atténué sous le poids ou l'effet des encadrements. On assisterait à l'«élargissement» des territoires inscrits dans les enjeux économiques. La force des réseaux commerciaux et monétaires dont les centres de décision sont extérieurs à la région, voire au pays, est présente jusque dans les relations locales qui lient les petits centres à leur campagne proche. Mais partout ce sont les acteurs locaux qui acceptent et réalisent, quitte à les modifier, les programmes qui leur sont imposés ; parfois, c'est le refus. En dernière instance, ce sont bien les lieux qui, d'une manière inégale, se prêtent aux programmes de développement. L'étude des campagnes que nous proposons s'oriente donc autant sur les relations que sur les singularités locales et joue sur l'épaisseur comme sur l'étendue des territoires.

Le choix de la plaine côtière du Golfe du Mexique repose sur quatre raisons essentielles.

D'abord, les deux Etats du Tamaulipas et du Veracruz, lourds de dix millions d'habitants, se présentent comme une aire de forte production agricole. Tant le Veracruz, pour le café, les oranges, la

canne à sucre et les produits de l'élevage (viande et lait) que le Tamaulipas, pour les grains de base (sorgho et maïs), les agrumes et les primeurs, occupent régulièrement depuis des années les premières places dans le concert de la fédération mexicaine. Et dans la variété des paysages agricoles étirés du nord au sud, sur plusieurs centaines de kilomètres, l'exploitation des gisements pétroliers a créé des pôles de développement, de place en place, liés à l'extraction, aux traitements pétro-chimiques et aux installations portuaires.

Outre ce poids économique, globalement constant depuis une cinquantaine d'années, l'activité de ces deux Etats du Golfe fonctionne par cycles. C'est le second point qu'il importe de souligner.

On est passé rapidement de l'élevage extensif à la mise en valeur des terres. Le piémont a produit le café tandis, qu'en plaine, se sont développées les plantations de canne à sucre, de coton et d'agrumes. Des dotations foncières ont été attribuées, en grand nombre, aux ruraux de l'Altiplano. Les défrichements se sont accélérés pour mettre en place des districts irrigués (production de grains de bases, puis de primeurs) ainsi qu'un nouveau type d'élevage bovin (moderne, d'embouche). Pour leur part, les prospections pétrolières ont été accompagnées de l'ouverture d'un réseau routier le long duquel la colonisation agricole s'est développée, pendant que nombre de campements établis aux abords des forages constituaient les embryons de futurs centres et marchés agricoles. Et bien que marqué du sceau de la PEMEX, l'ensemble des activités régionales n'a pas été bousculé, comme dans d'autres «Etats du Golfe», par le «tout pétrole» des années 1970 et notamment par ses effets sur le marché de l'emploi. Comme si, ici et maintenant, l'agriculture vivait en convivialité avec l'exploitation pétrolière.

Tout bouge dans le Golfe. Telle production est déstabilisée? Une autre prend rapidement la relève. L'activité économique est, ici, caractérisée par les mots déplacement, rupture et changement.

Aussi, les transformations de la vie rurale y sont-elles particulièrement fortes et rapides, liées le plus souvent aux fluctuations du marché international quand ce n'est pas aux politiques nationales de développement qui incitent, pour un temps, tel ou tel secteur de la production.

Voilà exposées deux des raisons qui ont amené l'équipe de recherche à choisir les Etats du Tamaulipas et du Veracruz.

Cela dit, on ne peut oublier que le patch-work instable des activités économiques se moule sur la trame des conditions physiques. Et qu'il faut considérer que le changement épouse aussi une

dimension spatiale, qui fait varier, de lieu en lieu, la nature des productions. Le dispositif est-ouest, d'une part : plaine côtière, piémont, contrefort de la Sierra - dispositif que l'on retrouve plus ou moins bien marqué partout, du nord au sud - et le jeu des latitudes, d'autre part, créent une grille de potentialités croisées est-ouest et nord-sud. C'est le rappel d'une évidence géographique : les activités sont positionnées dans l'espace, là et pas ailleurs. D'où l'obligation pour notre équipe de recherche de prendre en compte l'éventail des situations réparties sur plusieurs centaines de kilomètres.

Enfin, quatrième point, cette nature des lieux est plus ou moins confortée, et solidifiée par l'injection d'investissements, soit de la part des pouvoirs publics - ce qui nous rattache à toute la chaîne de transmission partant des ministères, qui définissent les politiques, jusqu'aux lieux de production - soit de la part du privé où, cette fois, il est d'avantage question des acteurs locaux.

Dans le premier cas, jetons pêle-mêle : une volonté de peuplement de la plaine côtière sous-tendue par la réforme agraire (la «marche à la mer» et l'implantation d'*ejidos*), l'aménagement du territoire avec des moyens lourds (barrages connectés aux réseaux d'irrigation) et la mise en place d'infrastructures industrielles qui, sur le tissu rural, dessinent nettement des axes et des pôles de développement.

Dans le second cas, parlons des entrepreneurs qui savent profiter, aux bons moments et grâce à leurs relations, des décisions prises en haut-lieu pour placer leur capital et se placer eux-mêmes, avec leur savoir-faire, dans le cadre des conditions avantageuses offertes par l'Etat à telle ou telle production.

Avec ces quatre points, nous abordons les flux de main-d'oeuvre, de capitaux et de produits commercialisés et, par conséquent, les liens existant entre des lieux positionnés sur la carte et le système national et international. Nombre de transformations, passées ou en cours, observées localement dans le Tamaulipas et le Veracruz se posent en référence avec un «Nord» qui s'étend parfois bien loin, au-delà de la frontière des Etats-Unis.

L'emboîtement ou la superposition de toutes ces combinaisons, aux ramifications étendues du local à l'international, se présente comme une matrice dont on retrouve les pièces plus ou moins nettement dessinées, délimitées, dans l'espace d'observation retenu, à cheval sur deux Etats.

L'axe qui structure la recherche a une direction nord-sud, allant des lieux proches de l'«intégration», habitués au mouvement des cycles de production, aux lieux de comportement plus traditionnel, de la

zone semi-aride à la zone humide: un parcours d'environ 600 km, sur trois degrés de latitude, du 24^e au 20^e nord. Il s'agit d'une évaluation du territoire reposant sur trois questions principales:

1) Quelles régions? Le passé et la mise en situation présente : organisation moderne en pôles et réseaux, ou résistance des territoires ; le poids des densités.

2) Quel type de développement? Les infrastructures, les cycles de production, les rééquilibrages à côté du maintien de «poches de marginalité» (mouvements de main-d'oeuvre).

3) Quelles compétences dans l'environnement du Golfe? Prospective : possibilités endogènes, archipels de haute production nationale, projection vers les Caraïbes ou intégration au Nord?

Ainsi, verra-t-on se dégager une spatialité différentielle permettant d'ordonner la diversité des aires de production agricole observées.

Conduite sur un fond d'observations tendu à l'échelle moyenne, c'est-à-dire régionale, et soutenue par une série d'analyses de terrain (procédé du zoom, transfert d'échelles), la recherche aborde le temps long de l'histoire rurale, en insistant sur les cinquante dernières années durant lesquelles les aménagements étatiques ont investi un espace déjà productif.

Sur la toile de fond qui vient d'être brossée, plusieurs lieux de sondage ont été choisis selon la nature des activités économiques qui s'y développent, mais aussi selon la variété et l'intensité des changements observés dans la vie locale. Certains de ces lieux apparaissent, à la suite d'une première reconnaissance, soit en complète transformation, soit en phase d'instabilité, soit en crise.

Nous disons «lieux de sondage» ou «coups de sonde» pour ne pas présumer, dès l'abord, de la dimension spatiale qui sera retenue pour l'observation de chacun des cas. Ici, ce pourra être un municipale; là, plusieurs municipales; ailleurs, on pourra parler peut-être de «petite région».

Des enquêtes directes seront menées en cinq de ces lieux où seront confrontées les approches relevant de savoir-faire scientifiques différents.

- Au centre de l'Etat du Tamaulipas, les vallées irriguées de deux rivières font effet d'oasis dans la contrée sèche qui entoure la ville capitale Ciudad Victoria. C'est un haut lieu de la production d'orange pour l'exportation. Un nombre important d'*ejidatarios* mènent cette production pour leur compte alors que d'autres dépendent du travail salarié et de la migration, mais on n'observe pas de tendance importante à la prolétarianisation. L'industrie reste absente de Cd.Victoria comme de ses environs. Les éleveurs privés forment de longue date une élite locale qui a noué de multiples

attaches, et parfois se confond, avec la bureaucratie de la capitale. De fortes organisations paysannes régionales intégrées au système officiel interviennent également dans l'organisation et le contrôle de la zone rurale.

- Dans les municipes qui entourent Ciudad Mante, plus au sud mais toujours dans l'Etat du Tamaulipas, un secteur *ejidal* important et des exploitants privés disposant de larges ressources se présentent en concurrents - bien que de force inégale - sur le marché de la grande production agricole (canne à sucre, céréales, oléagineux, primeurs). C'est une région de peuplement récent qui continue à exercer une certaine attraction tout en projetant des flux de migrants temporaires vers la frontière avec le Texas. On observe parallèlement une forte concentration de la population à Cd. Mante et des processus d'urbanisation des localités rurales. Dans un contexte où les intérêts urbains prennent une place croissante, la grande propriété privée comme les coopératives *ejidales* conservent suffisamment de poids pour jouer tantôt sur la concertation, tantôt sur la compétition.

- Le port de Tampico et la ville pétrolière de Ciudad Madero, à l'extrême sud du Tamaulipas, forment une large agglomération urbaine où les pouvoirs syndicaux exercent une emprise particulièrement puissante. La réalisation de la première étape de construction d'un port industriel à Altamira au début des années 80 a entraîné ce municipe voisin dans la dynamique de la conurbation et de l'emploi industriel et tertiaire, et fortement ré-orienté sa production pastorale, agricole et maraîchère. Nous cherchons à saisir comment les populations d'Altamira s'adaptent à ce nouveau cadre où l'urbain tend à faire pièce au rural.

Nous connaissons moins les deux autres petites régions retenues dans l'Etat du Veracruz. La première appartient à la Huastèque alors que la seconde annonce déjà la transition avec le Veracruz central.

- Campement pétrolier puis centre de deux vagues de dotations agraires, le bourg d'Alamo semble jouer un rôle croissant dans la contrée agricole qu'irriguent le Rio Tuxpan et ses deux affluents. Au cours des dernières décennies, des programmes agricoles et des offensives commerciales successives ont implanté des productions diverses où prédominent les oranges et le tabac, sans détrôner complètement l'élevage.

- Plus au sud, autour de Misantla et de Martinez de la Torre, nous abordons une zone de peuplement et d'exploitation agricole beaucoup plus ancienne, préhispanique, où se trouvent imbriquées de nombreuses productions qui se sont implantées et développées au cours du XIX^e et du XX^e siècles. La population est socialement plus diversifiée et certains secteurs semblent jouir d'un pouvoir de décision important à l'échelle locale.

Au total, cinq lieux constituent autant d'observatoires où seront mis en évidence différents types de situations ayant tous à connaître les effets des politiques décidées en haut lieu et où entrent en jeu également des intérêts locaux.

L'étude de la grande région, étendue nord-sud, sera rendue prioritairement sous une forme cartographique prenant appui sur les informations statistique et cartographique existantes, les cartes et relevés établis par les compagnies pétrolières anglaises et américaines au début du siècle, les photographies anciennes et récentes, au sol et aériennes (cf. archives de la PEMEX), l'imagerie satellite disponible, ainsi que les peintures de paysages. Elle a pour but de reconstituer les différentes phases de la mise en valeur de la plaine côtière.

Ainsi faisant, une actualisation de l'étude de Jean REVEL-MOUROZ (1971) sera tentée.

Pour les études de cas, on s'intéresse autant à la dynamique d'ensemble (recul de la petite production paysanne, extension des productions agro-industrielles, croissance démographique, urbanisation des campagnes et développement des communications) qu'à la spécificité des lieux.. Ici, c'est l'aménagement de l'espace local que le géographe met en avant de son analyse, étant supposé que la collectivité d'habitants peut être appréhendée comme formant, avec le territoire qu'elle gère, une unité fonctionnelle.

C'est à cette échelle que les techniques d'encadrement pourront être le plus directement appréciées en relation avec les pratiques agricoles. Dans chacun des cinq lieux d'enquête retenus, on s'attachera à définir la projection des infrastructures proposées d'en-haut sur le support foncier existant, et on cherchera à représenter graphiquement l'inscription spatiale des expériences de développement qui s'y sont succédé.

Le chercheur responsable de «son» propre sondage est donc appelé à acquérir une vision large des dynamiques en cours qui lui permettra de travailler, en appui, sur le terrain de ses collègues. Ainsi devrait-on parvenir à dégager une analyse comparative.

Avec cet ensemble d'exemples venant approfondir la connaissance acquise sur l'environnement de la production agricole dans la plaine côtière du Golfe, nous disposerons d'un éventail de situations dont les différences et les ressemblances se distribuent sur des plans divers. Ce sera un premier enseignement à livrer sur la palette agricole que présente le «Golfe», alors que cette «région» du Mexique est considérée trop souvent, à l'examen des statistiques, et d'une manière trop globale (tel un continuum), comme fournisseuse de pétrole, de produits d'élevage (viande et lait), de canne à sucre

et de citriques, sans plus d'attention, car le «Golfe» est qualifié de «riche».

En outre, les résultats de la recherche conduiront à s'interroger, en comparant les lieux entre eux, à partir d'un faisceau de questions communes plutôt qu'en termes de parallélisme, sur le degré d'évolution, récente et en cours, du développement régional.

Rappelons que le changement, tant technique que juridique (statut foncier), présenté à chaque époque comme rationnel, bouleverse les logiques préexistantes et affecte, chaque fois, les formes d'adhésion que la population rurale voue à la modernité. A mesure que les changements s'accélèrent, la population rurale, sans cesse croissante (elle double en vingt ans), est amenée à expulser vers d'autres lieux ceux qui sont prêts à d'autres «possibles». Elle suscite, à son tour, de nouvelles dynamiques, cette fois non programmées.

Un des buts de la recherche présentée ici est bien de comprendre comment s'élaborent et sont vécues les évolutions dans le domaine rural. Qu'est-ce qui fait que les changements s'opèrent, bien ou mal, ici et pas ailleurs? Et à quel coût pour les divers acteurs locaux?

**Itinéraire d'approche à quatre terrains d'enquête
(Tamaulipas et Veracruz)
et propositions pour un questionnement d'équipe**

Marielle PEPIN LEHALLEUR

Parcourir la plaine côtière du Golfe du Mexique dans la portion que nous étudions signifie passer du nord aride et plat où les poches irriguées tranchent sur le sec, aux tonalités soutenues de vert et aux reliefs fortement ondulés couverts de pâturages ou de plantations fruitières : 600 kilomètres depuis les environs de Ciudad Victoria, au centre du Tamaulipas, jusqu'à Misantla, dans le Veracruz, aux portes de l'étroit goulet que laisse l'avancée montagneuse qui se détache de la Sierra Madre et sépare la partie nord du reste de l'Etat. En contraste avec cette continuité en paliers du milieu agricole, les implantations portuaires et urbaines et les centres d'exploitation pétrolière induisent des ruptures plus brusques et des localisations clairement différenciées dont la conformation des sociétés locales donne témoignage et qui orientent nos choix.

La connaissance préalable que nous avons de nos terrains d'enquête est inégale. De certains, on connaît mieux la dynamique agraire (Mante, au Tamaulipas), d'autres, l'implantation industrielle et syndicale et ses effets sur la gestion de l'espace (Tampico et les autres centres pétroliers du Golfe), ou la trajectoire politico-historique (Ciudad Victoria au Tamaulipas) ; dans les trois cas, le voyage de reconnaissance que j'ai entrepris avec Nelson Minello en août 1989 et la mission réalisée par Marie-France Prévôt-Schapira à Tampico-Altamira en novembre de la même année permettent de poser de nouvelles questions et de cerner plus précisément les lieux. A Alamo, nous sommes allés à la découverte, avec l'aide d'études réalisées par d'autres chercheurs sur des questions proches¹. Finalement la région de Misantla-Martinez de la Torre, dont je ne parle pas ici, a été abordée en décembre 1989 par Odile Hoffmann qui en trace une première description dans le texte suivant.

¹ L'étude de Reidar Kvam et le rapport élaboré par une équipe du CIESAS (Voir Bibliographie). J'ai utilisé les notes de lecture de Jean-Yves Marchal sur ce rapport.

De Barretal à Santa Engracia : un chapelet de villages voués à la production de l'orange aux environs de Ciudad Victoria, Tamaulipas.

Dans la partie centrale du Tamaulipas, de climat chaud et semi-aride, la production agricole la plus prospère se concentre dans les deux vallées parallèles du Rio Corona et du Rio Purificación, qui coulent d'ouest en est à 30 et 45 km. au nord de Ciudad Victoria, la capitale de l'Etat. L'irrigation permet d'y semer du maïs dans de bonnes conditions de productivité et de produire une orange de la meilleure qualité, la *valencia*.

Cette région est le berceau de l'agrarisme dans le Tamaulipas, Emilio Portes Gil, fondateur du Parti Socialiste Frontalier et gouverneur de l'Etat de 1924 à 1928, ayant choisi d'y créer les premiers *ejidos* en expropriant les haciendas. Dès leur dotation, ces *ejidos* ont bénéficié de l'appui technique et financier des pouvoirs publics, surtout sous l'impulsion du gouverneur suivant, Marte R. Gomez, dont le credo agraire liait la recherche de l'efficacité économique à la constitution de patrimoines familiaux.

Une agriculture paysanne s'est ainsi développée, avec l'émergence d'une certaine élite économique d'*ejidatarios* : ceux qui avaient accès aux terres irriguées et réussissaient à en acquérir davantage tendaient au fil des ans à s'apparenter aux propriétaires privés voisins, s'engageant dans diverses activités, agricoles ou urbaines, résidant en ville ou y envoyant leurs enfants pour leurs études. Malgré le temps passé, la rentabilité de ces terres et l'absence d'activité économique concurrente dans la région a poussé les trois ou quatre générations successives d'*ejidatarios* à perpétuer leurs liens avec l'agriculture.

Sur les terres qui ne reçoivent que les pluies de *temporal* - elles ne dépassent pas 800 mm. sous cette latitude - on cultive du maïs, du sorgho, du haricot noir ou du tournesol, et on sème du carthame en hiver quand l'humidité est suffisante. L'élevage est aussi présent, généralement sous une forme extensive, bien que quelques ranches se soient dotés de pâturages artificiels et des installations les plus modernes. Les *ejidatarios* qui ne disposent que de terres de *temporal* doivent compléter leurs revenus agricoles par le travail salarié, s'employant soit dans les plantations d'orangers voisines, soit en ville à Cd. Victoria ou à Monterrey, soit encore de l'autre côté de la frontière, s'ils en prennent le risque ou ont accès aux réseaux de passe.

Le contraste marqué qui existait entre terres sèches et vallées irriguées s'est encore creusé depuis cinq ans, quand une vague de gel a brûlé les plantations d'orangers de la région proche, mais plus élevée en altitude (400 mètres environ.), de Montemorelos, dans le Nuevo León. La place de leader de la production de l'orange

valencia que cette dernière disputait au Yucatan est maintenant occupée par la région de Barretal et Santa Engracia où les nouvelles plantations se sont multipliées à un rythme rapide.

Mais le commerce d'exportation reste entre les mains de négociants de Montemorelos dont on peut imaginer qu'ils n'ont pas abandonné leurs intérêts dans leur lieu d'origine. Le temps passé depuis le gel de 1983 devrait permettre de retrouver maintenant cette production sur le marché. Les intermédiaires locaux qui opèrent pour le marché national sont liés aux grands marchés de Monterrey, San Luis Potosi, Guadalajara et Mexico.

Finalement, la production écoulee sous forme de jus et de concentrés est traitée dans deux grandes fabriques, dont l'une, d'organisation coopérative, nommée «Jugos y Concentrados Tamaulipas», regroupe quatre cents sociétaires de la région et limite en principe son ravitaillement à leur apport, alors que l'autre, la «Juguera Sta. Engracia», est privée et rattachée à un groupe diversifié dans ses implantations.

Dans cette conjoncture d'expansion, les *ejidatarios* qui jouissaient déjà d'une relative prospérité ont tiré bénéfice de leur prédominance foncière. Banrural ne finance pas la production citrique mais les banques nationalisées ne font pas défaut : Somex, Banamex, Comermex, Banorte, Banco Internacional, en particulier, offrent leurs services financiers et techniques à tout propriétaire privé ou détenteur de parcelle *ejidale* désireux d'y établir une nouvelle plantation d'orangers (ou, éventuellement, d'avocats, encore peu nombreux). En revanche, ce sont plutôt des maisons commerciales nord-américaines qui traitent avec les quelques producteurs privés se risquant dans la culture de l'oignon (bon an mal an, 200 ha.).

Cette région citricole, dont on a mis en valeur ici les moments les plus récents d'expansion, mais qui n'avait connu qu'un développement très modéré jusqu'à ces dernières années, a conservé une physionomie typiquement rurale. L'habitat est quasiment continu sur de longues distances, c'est à dire tout au long des deux routes qui doublent les rivières - au total, une soixantaine de km.- ce qui s'explique par le fait qu'au delà de ces deux franges, on se retrouve brusquement en terrain aride. On a ainsi l'impression de parcourir d'interminables villages-rues ; mais chaque maison reste isolée au milieu de son jardin, et les petits centres où se regroupent quelques équipements collectifs s'égrènent en chapelet, sans que les localisations privilégiées - celle de Estación Santa Engracia, au croisement de la voie ferrée et de la route de desserte des anciennes haciendas, par exemple, ou celle de Barretal, à la jonction de la grande route de Monterrey et d'une autre de moindre importance vers Matamoros et la frontière - ne parviennent à s'ériger en centre polarisateur de la région. Pour sa

part, Cd. Victoria reste une capitale administrative sans grand dynamisme économique. Elle dispose donc des services que sa population et surtout son rang politique appellent, mais ne joue pas un rôle très actif dans l'organisation spatiale des contrées environnantes.

Les deux constellations d'*ejidos* et de villages plus anciens qui bordent les rives irriguées du Corona et du Purificación, avec leurs satellites plus lointains disséminés sur quelques emplacements humides au milieu des terres sèches, justifient donc pleinement l'appellation que la Direction du Développement Urbain de l'Etat du Tamaulipas leur a décernée, celle de «conurbations rurales». La population que chacune de ces conurbations englobe est de 15 000 habitants.

La région citricole du centre du Tamaulipas est partagée entre trois municipes. Elle n'a même pas de nom, aucune des petites localités qui la conforment ne prenant le pas sur ses voisines, même si le municipe de Padilla auquel appartient Barretal se proclame «le premier municipe mexicain de la *valencia*». L'histoire de leur développement lent et parallèle a créé un ensemble paysan qui s'oppose à la région agricole de Mante, à 200 kilomètres au sud, où les forces de croissance et de changement ont pris appui sur la ville de Mante, et irradié à partir d'elle.

Cette homogénéité relative que l'on croit reconnaître de Sta. Engracia à Barretal suffit-elle à créer une société locale? Quels dessins tracent les réseaux de convivialité? Les convergences d'intérêts, la formation de groupes de pression, les confrontations sociales obéissent-elles aux clivages politico-administratifs ou forgent-elles d'autres espaces communs?

Des urbanisations multiples dans un cadre rural : la région de Mante.

Quittant Ciudad Victoria, l'ancienne route panaméricaine construite à la fin des années 20 nous fait franchir vers le sud quelques reliefs montagneux avant de déboucher dans la plaine qui s'étend presque sans interruption jusqu'à la mer sur 180 kilomètres. La rivière Guayalejo y déroule ses méandres et, après avoir reçu l'apport abondant de cinq gros cours d'eau, plus quelques autres intermittents, se jette à son tour dans le fleuve Pánuco par l'entremise d'un système de lagunes situé juste en arrière de son embouchure.

La ville de Mante et la région dont elle est le cœur occupent l'entrelac de rivières et de bassins irrigués qui forme le cours moyen du Guayalejo, en s'adossant contre la Sierra Madre dont elle colonise les premières vallées. L'espace agricole qui s'organise

autour de Mante est vaste et divers, articulé par une dépendance commune et réitérée vis-à-vis des institutions et des forces privées qui ont pris siège à Ciudad Mante et imposent, de leur propre initiative ou surtout comme intermédiaires, un choix d'aménagement en toile d'araignée.

Trois grands périmètres d'irrigation ont été construits dont les deux premiers sont réservés à la canne à sucre depuis les années 30 et 50, et le troisième (1976), voué exclusivement, à l'origine, à la culture des céréales et des oléagineux, se voit de plus en plus convoité par les entreprises de production maraîchère pour l'exportation. La culture mécanisée des «grains de base» et l'élevage naisseur bovin dominant sur les terres de *temporal*, concurrencés par la tomate et la fruticulture (mangue et avocat) sur une étroite frange au pied de la Sierra. Les deux tiers de la surface agricole sèche et irriguée sont en tenure *ejidale*, souvent exploitées de façon collective, et se répartissent entre la canne à sucre et les grains de base.

Certaines initiatives privées, telles le développement brutal et éphémère de la culture du coton (1963-69) ont brouillé les limites de la région et affaibli l'emprise territoriale de Cd. Mante en l'emportant dans un mouvement beaucoup plus large, alors que les vagues de dotations agraires ont, au contraire, eu pour effet d'affermir et de donner un surcroît de consistance politique aux structures régionales en les nouant plus fortement aux instances nationales.

Ce dernier séjour à Mante a été bref - trois jours - occupé à préciser la problématique urbaine que nous n'avions pas abordée directement dans nos recherches sur la formation du système régional.

Avec du recul, il apparaît maintenant que Ciudad Mante et sa région offrent de bons exemples d'un processus d'urbanisation qui a acquis un caractère nouveau au Mexique au cours de la dernière décennie : d'une part, l'exode rural qui se poursuit alimente plus qu'avant les localités de taille moyenne et non pas seulement les grandes villes ou les métropoles, et d'autre part, l'exigence d'équipement en services collectifs dans les villages mêmes - considérée jusqu'ici comme une revendication «urbaine» - acquiert une importance majeure et prend éventuellement le pas sur les demandes de soutien à la production.

On peut penser que les difficultés croissantes rencontrées dans l'agriculture depuis 1982 (du fait des restrictions de crédit à la production et du maintien des prix agricoles officiels à des niveaux extrêmement bas) poussent les paysans à concentrer de plus grands efforts de mobilisation sur des demandes d'infrastructures liées à l'habitat (eau, électricité, voirie), aux transports, à la santé, à la

scolarité, etc. Auparavant, les villageois assumaient plus directement une large part de ces services dont le besoin se manifeste actuellement sous de nouvelles formes, «modernes» ou «urbaines», qui exigent l'intervention des pouvoirs publics.

Dans la région de Mante, l'urbanisation croissante des résidents des zones rurales se traduit de diverses façons :

- L'élargissement concentrique de la ville proprement dite de Mante atteint actuellement une population de 200 000 habitants, envahissant des terrains *ejidaux* jusqu'alors plantés de canne à sucre. Les services de travaux publics la dénomment «la tache urbaine».

En 7 ans, on est passé de 33 à 64 «colonies», ce qui représente un accroissement de 40 % en population mais de 100 % en surface. Cette périphérie moins dense s'explique peut-être par le fait que les terres à canne ont été considérablement dévalorisées par la profonde crise qu'a traversée la sucrerie, et que leurs légitimes possesseurs, pas toujours fâchés de les voir promus, même illégalement, à un usage plus rentable, n'ont pas exercé de pression contraire. Le gouvernement de l'Etat entreprend de régulariser la tenure, donc de «désincorporer du secteur *ejidal*» les terrains qui entrent dans le plan recteur d'urbanisation. Les autres restent dans une situation illégale et ne sont dotés d'aucun service urbain, ce qui suscite des protestations et tentatives de pression de la part de leurs habitants. Il existe trois organisations rivales de «colons» urbains créées successivement pour s'affranchir d'un contrôle politique municipal ou externe (pétroliers) trop lourd, et qui entretiennent avec les autorités municipales l'une, des relations d'alliance, l'autre, de dialogue éventuel, et la troisième, de franche opposition.

- Au sud du municipe, l'installation des *ejidatarios* dotés de terre dans le cadre de la seconde étape du programme agraire Pujal Coy a induit la création de villages nouveaux. Les planificateurs, comme les usagers, paraissent s'incliner pour un modèle plus urbain que rural d'établissement.

L'un des Nouveaux Centres de Population *Ejidale* est le lieu d'une expérience pilote de construction promue par le gouvernement fédéral et conduite par l'Etat du Tamaulipas. Elle se propose d'améliorer l'habitat rural (trois ou quatre pièces aux murs de pisé compressé, sol de ciment et toit en carreaux de pisé recouverts d'une mince couche de ciment) tout en employant les futurs bénéficiaires. Dans le village de Plan de Ayala qui regroupe la population de 17 *ejidos*, on a déjà construit 270 des 800 maisons prévues. A une date qui n'est pas encore précisée, elles disposeront d'électricité et d'eau potable (pour l'évier et la douche - il n'y a pas de lavabo), mais pas de sanitaire car «ça élèverait beaucoup le prix

et ce n'est pas dans les habitudes des paysans». On n'a pas prévu non plus d'évacuation pour les eaux usées, en espérant que les habitants les récupéreront pour arroser leur jardin : un petit tuyau sortant du mur à 50 centimètres du sol permet l'écoulement de l'évier à l'air libre.

Le gouvernement du Tamaulipas finance quelques travaux dans le cadre de son programme Volonté et Travail (nivellation du terrain, installation du réseau d'eau, mise à disposition des meules et presses hydrauliques pour la fabrication des briques crues, aval donné auprès de l'organisme qui octroie le crédit au logement), et les bénéficiaires paient leur maison à tempérament, à un coût total de 11 millions de pesos. Chaque famille souscrivant à ce contrat s'y engage individuellement. Même si la signature du Commissaire *ejidal* reste nécessaire, il n'existe plus de «groupe solidaire» et l'*ejidatario* est seul responsable du remboursement.

La population doit participer à la construction mais les tâches spécialisées sont réservées à des artisans professionnels. Pendant les premiers temps, le travail familial se faisait contre salaire - dont on soustrayait 30 % pour rembourser le premier paiement avancé par le gouvernement de l'Etat. Puis, après deux années de récoltes désastreuses, le remboursement des annualités s'avérant difficile, les autorités ont opté pour faire travailler les *ejidatarios* gratuitement, en échange d'une réduction de moitié du coût de leur maison. La seconde tranche des travaux - 55 maisons - se réalise de cette façon.

Des 400 familles (sur 800) qui avaient donné initialement leur accord pour participer au programme, 80 se sont retirées. Ces désistements peuvent être dûs aux conditions de remboursement, à la nécessité d'aller chercher du travail au loin, à la méfiance née d'aléas d'ordre technique (une erreur de planification a obligé à démolir des maisons à-demi construites et abîmées par les pluies, ou à refaire des murs qui laissaient voir le jour entre des blocs de pisé insuffisamment séchés) ; mais le nombre de personnes qui ne se sont pas laissé convaincre et l'irritation qui perce dans les propos des responsables du programme laissent supposer qu'il existe aussi une opposition concertée dont il nous faudra découvrir les fondements.

- Toujours au sud du municipe, les zones éloignées souffrent de sous-équipement notoire, qu'il s'agisse des *ejidos* fondés il y a une douzaine d'années sur les terres sèches de la Temporalera ou des villages plus anciens de Los Aztecas, Santa Apolonia et Tantoyuquita, situés dans le district irrigué de Las Animas et peuplés, eux aussi, d'*ejidatarios* céréaliers.

L'éloignement des services de la grande ville accentue l'insuffisance de l'infrastructure de base, en comparaison avec les villages situés sur les grandes routes ou ceux de la zone sucrière, mieux pourvus

sur ce plan, grâce aux investissements de la Coopérative aux temps (déjà lointains) de sa prospérité.

Le mécontentement suscité par la carence de services paraît s'orienter vers la demande d'une prise en compte de leur spécificité dans le municipale. Les protestations ont adopté, ces dernières années, la forme de dénonciations périodiques dans les journaux locaux, d'appels à l'aide économique du syndicat des pétroliers, de prétentions à la sécession territoriale et de votes massivement favorables à l'opposition (PARM) lors des élections en juillet 1989.

Les programmes de travaux publics mis en œuvre par la municipalité (construction de trottoirs et érection d'un kiosque à musique sur la place de Los Aztecas, par exemple) sont assurément la preuve de la préoccupation officielle, mais ils font sans doute figure de maigre compensation face aux difficultés que rencontrent les *ejidatarios* dans la production.

Cette région concentre en effet une masse grandissante d'*ejidatarios* en rupture de remboursement qui ne peuvent plus compter sur le crédit officiel pour continuer à produire et ont dû supporter seuls les conséquences de deux années très mauvaises.

- D'autres immigrants s'installent *motu proprio* comme *avecinos* ou *arrimados* (habitants domiciliés sans droit agraire) à la périphérie de certains villages. Ils s'emploient comme travailleurs agricoles tout en cultivant un petit bout de terrain dont l'assemblée *ejidale* ou un des possesseurs leur a cédé la jouissance.

L'afflux devient important à El Abra, à Quintero, à Celaya, et pèse sur des services publics déjà déficients. Il semblerait que ces nouveaux-venus qui arrivent seuls, sans encadrement institutionnel, se fixent de préférence sur cette frange, au pied de la Sierra de Cucharas, le long de la route qui mène de Cd Mante au sud (vers les Morelos, Cd. Valles, Mexico). Cela s'explique-t-il par la tenure assez morcellée, partie *ejidale*, partie privée, qui permet peut-être plus d'accommodements fonciers, ou par la possibilité de se rendre assez facilement à divers lieux d'embauche - à la tomate ou à la récolte de mangue tout près, et un peu plus loin aux champs de canne de Mante, de Xicotencatl et de El Naranjo? Une enquête plus minutieuse reste à faire, qui s'intéressera, en particulier, à la place de ces nouveaux villageois dans les réseaux locaux d'accès à l'emploi et de participation politique

Sans que l'on sache, pour le moment, si l'installation de nouveaux arrivants y a une part, il s'avère que les protestations sont fréquentes dans cette zone contre un certain délaissement officiel dont les populations estiment faire les frais. La mobilisation sur ce thème semble entretenue par des secteurs du PRI (militants de la CNOP et de la Jeunesse priiste) qui cherchent à se faire reconnaître comme porte-voix des couches défavorisées.

- En opposition aux types d'urbanisation que l'on vient d'identifier et qui accompagnent des situations économiques difficiles, la petite bourgade de El Limón, proche de Cd. Mante, paraît plus prospère (on est en zone sucrière) et plus citadine, c'est-à-dire mieux dotée en services divers et intégrée aux activités urbaines, que le reste du municipe.

On a pu observer qu'une partie importante de sa population se montre très consciente de ses droits civiques et de sa force éventuelle pour faire pression sur les autorités municipales. Les formes de mobilisation varient avec les besoins spécifiques, allant de la réunion d'un petit groupe particulièrement actif, capable de prendre des décisions rapides, à la convocation des foules («la raza», «el pueblo») grâce à des relais dans les différents quartiers, quand un besoin de légitimation et de soutien massif se fait sentir.

L'occasion en a été donnée au mois d'août 1989 puisque l'on attendait pour les jours suivants la nomination du candidat officiel à la présidence municipale. Dans ces conjonctures, ce n'est pas seulement le microcosme politique qui entre en effervescence, mais une frange beaucoup plus large de la population qui, sans appartenir formellement au parti officiel, prétend faire sentir son poids et obtenir la désignation d'un candidat qui, croit-elle, défendra ses intérêts.

Il se trouve qu'à Mante les questions urbaines étaient précisément au cœur de la campagne des deux principaux aspirants à la nomination par le PRI, tous deux bien insérés dans l'appareil local du parti, mais représentant l'un, la fraction plus «libérale» et «modernisatrice» (au sens en vogue actuellement) qui préconise un certain retrait de l'Etat, et l'autre la fraction récupératrice des mécontentements populaires qui aurait bien voulu barrer la route au PARM et retrouver une nouvelle légitimité fondée sur l'appui des masses. Ce deuxième candidat se montrait particulièrement présent dans les divers contextes d'«urbanisation» mentionnés précédemment alors que les autres candidats à l'investiture officielle semblaient plus éloignés de cette problématique, montrant plutôt un profil de «notables» que de «politiques».

La nomination du premier candidat devait bientôt apporter une nouvelle preuve du respect affiché par le PRI local pour les consignes venues d'en-haut (nous n'étions plus sur place pour observer les réactions de la «base»), ce qui n'a pas empêché que le triomphe final aux élections soit, contre toute attente, attribué au PAN, alors que les scores atteints localement par ce parti ont toujours été très modestes, bien inférieurs même aux votes reconnus au PARM ou au Front Cardeniste.

Le séjour dans la région de Mante ne nous a pas permis de réévaluer la situation des autres municipes dans le cadre des évolutions récentes de la politique agricole et agraire. Il est possible que la plus grande initiative accordée aux forces locales et la déréglementation des incitations du marché remettent en question leur commune appartenance à la mouvance de Ciudad Mante.

Ces nouvelles circonstances pourraient, en particulier, permettre aux bourgs jumeaux de Gonzalez et de Estación Manuel de tirer meilleur profit de leur situation privilégiée sur la voie ferrée et la route directe de Tampico à Monterrey pour développer dans l'aménagement urbain et les activités de transports une autonomie qu'ils n'ont pas encore acquise vis-à-vis de Mante dans l'ordre agricole. Si cette hypothèse se confirmait, elle nous donnerait l'occasion d'enrichir notre comparaison de processus constitutifs de pouvoirs locaux de l'étude d'un cas de désagrégation d'une orbite régionale.

Au plan des perceptions que développent les habitants de leur environnement physique et social et des aspirations qu'ils y projettent, la région de Mante offre une multiplicité de formes d'«urbanisation» (au sens large où nous l'avons évoquée ici) permettant le plus large échantillonnage. Notre connaissance préalable de la région devrait nous aider à caractériser assez finement les situations pour aborder d'emblée l'étape des investigations ethnologiques.

Le Muncipe d'Altamira, entre agriculture et industrie.

Depuis Ciudad Mante, la route qui conduit à Altamira et Tampico traverse la plaine côtière dans toute sa largeur. Le paysage n'accuse aucune rupture perceptible dans l'alternance des champs de coton ou de soja, des parcelles maraîchères et des pâturages enclos, seule variant la fréquence des barrages individuels creusés dans les petites dépressions qui abondent particulièrement aux alentours de Gonzalez et de Manuel.

Cette entrée dans le municipe d'Altamira par le nord-ouest permet d'apprécier son paysage agricole, oblitéré par l'omniprésence urbaine et industrielle qui lui fait prendre l'apparence d'une interminable banlieue au sortir de Tampico. Bouleversant une histoire pastorale et agricole, l'expansion de la conurbation de Tampico-Ciudad Madero, l'implantation de grosses usines pétrochimiques et la construction sur son territoire du Port Industriel d'Altamira à partir de 1978 ont, en effet, fait basculer Altamira dans une dynamique accélérée à laquelle la petite bourgade n'était sans doute pas vraiment préparée.

Le centre urbain à l'ancienne, siège des pouvoirs municipaux, s'était déjà accru, il y a quelques décennies, d'un quartier construit pour les ouvriers de PEMEX - les logements du second sont en cours d'attribution - et il y a quinze ans, d'une autre «colonie» réservée aux travailleurs syndiqués de l'industrie thermo-électrique (SUTERM) ; mais ces quartiers ouvriers faisaient un peu figure d'enclave.

Maintenant, l'occupation urbaine est presque ininterrompue le long de la route entre Tampico et Altamira. S'y succèdent les anciens noyaux *ejidaux*, grossis de nouvelles «colonies» urbaines au statut légal incertain, les usines, grandes ou moyennes, qui ont devancé la construction du Port Industriel ou préféré cette localisation à celle qui leur y était réservée, la foule de petits ateliers de réparations électriques et mécaniques que l'on rencontre à la sortie de toutes les grandes villes, peut-être renforcée ici par des besoins de sous-traitance, les grossistes en tout genre, les terrains réservés à de futurs lotissements et clubs champêtres pour classe moyenne, au bord de la lagune...

Hormis la centrale thermo-électrique et une usine de produits chimiques implantées en plein champ, les deux tiers du municipe, à l'ouest du bourg et de la zone de puits de pétrole qui le prolonge vers le nord, restent le domaine de la grande agriculture.

Jusqu'aux années 60, époque du boom cotonnier et des grands défrichements, Altamira était voué à l'élevage. Dès 1971, alors que le coton obtient depuis quelques années des résultats désastreux et doit être abandonné, un agriculteur introduit la culture du soja. Il est bientôt suivi par d'autres producteurs privés et épaulé par les pouvoirs publics. Le soja devient une des productions dominantes dans toute la région.

Pendant le cycle du temporal, les grandes étendues planes lui sont réservées, mais le coton est de nouveau très présent depuis cinq ans. Pendant l'hiver, les mêmes surfaces sont semées de maïs (pour la vente en épi) quand elles disposent d'irrigation, et de carthame (oléagineux) en sec, grâce à une humidité résiduelle suffisante.

L'élevage bovin reprend ses droits dans la portion nord et nord-ouest qui jouxte les municipes d'Aldama et de Gonzalez, où il est surtout mené de façon intensive désormais (au total, 45 000 hectares).

La production maraîchère de haute qualité destinée au marché nord-américain (oignon, tomate, melon) ou national (piment) connaît un grand essor. Elle occupe 5 000 hectares environ, soit en bordure de la lagune, dans la partie sud-ouest du municipe, soit à proximité de la route qui mène à la frontière et à Monterrey, sur des terres irriguées à partir des puits ou des retenues d'eau (*jagueyes*) aménagées autrefois pour les bestiaux.

Cette agriculture est surtout l'affaire des grands, et même des très grands exploitants privés, dont la capacité d'initiative est à mettre en parallèle avec leurs disponibilités financières, leur habileté technique, leurs relations commerciales et la protection politique à laquelle ils doivent sans doute de posséder au vu et su de tous des superficies qui excèdent très largement les maxima permis par la loi agraire.

Sur les 28 000 hectares de terre agricole du municipe, 8 500 ont été distribués aux *ejidos*. Deux d'entre eux sont situés près de la lagune et disposent depuis peu de pompes pour l'irrigation (actuellement, 240 hectares en tout) ce qui devrait leur permettre de se lancer dans l'exploitation maraîchère à condition de trouver une banque nationalisée prête à les épauler, puisque la banque agricole officielle, Banrural, ne finance pas ce type de production. (Jusqu'au 10 janvier 1989, date de la chute de son leader La Quina, le syndicat pétrolier jouait parfois ce rôle).

Ces *ejidos* et quelques autres, également bien situés, disposent de crédit pour la culture céréalière (alternance soja/carthame ou maïs) ou l'élevage d'embouche, alors que ceux qu'on a dotés de terre en exploitation collective sur les contreforts de la Sierra Tamaholipa n'ont pas les installations requises et pratiquent un élevage rudimentaire.

Au centre de la zone agricole d'Altamira, Estación Cuauhtemoc est un gros bourg de 8 à 10 000 habitants entre route et voie ferrée ; il regroupe les grands silos à grains, la gare, les magasins d'intrants agricoles, une égrèneuse à coton, le Centre d'Expérimentation Agricole de la Huastèque -qui relevait du ministère de l'agriculture et vient de passer sous le patronnage de l'Association Régionale de Producteurs Agricoles - le siège de l'Union des *Ejidors*, celui de la puissante Association Locale des Eleveurs.

Au moment des récoltes des primeurs et du coton, Estación Cuauhtemoc est aussi le lieu de rassemblement de la main-d'œuvre qui afflue en provenance des municipes voisins et de l'inépuisable réserve de salariés agricoles des montagnes huastèques, et qui se loge de façon précaire au bourg ou dans les baraquements aménagés par les cultivateurs.

Tout en se distinguant assez nettement de la région voisine organisée autour de Ciudad Mante par la position relative de l'initiative privée et du secteur *ejidal* et, semble-t-il, le poids de leurs alliés politiques - la CNC a conservé à Mante un pouvoir d'intervention qui semble ici inexistant - la zone agricole d'Altamira relève du même ensemble par bien des traits (histoire de la mise en valeur, type d'agriculture) et participe des mêmes flux (main-d'œuvre, marchés).

Mais la situation de satellite d'Altamira, si proche de la grande ville de Tampico, et sa nouvelle vocation de pôle industriel excitent des intérêts autrement puissants qui débordent largement l'agriculture, tout en circonscrivant celle-ci dans un espace physique et économique, et peut-être aussi politique, bien particulier.

A l'est de la ville d'Altamira, la problématique *ejidale* ne se situe plus dans un cadre agricole, mais urbain et industriel.

- C'est, en effet, sur des terres *ejidales* que se sont installées les usines pétrochimiques - la première, la Dupont, en 1955, pour échapper à l'inondation qui ravageait les terrains plus déprimés de Tampico, les autres, dans les années 70 et surtout 80- formant ce qu'on appelle le Couloir Industriel, entre Tampico et Altamira.

- C'est aussi sur des terres *ejidales*, exploitées pour leurs salines dont quelques unes subsistent encore, que s'étend le Port Industriel, avec les installations portuaires proprement dites, quelques établissements industriels encore très peu nombreux, les différentes infrastructures aménagées à leur intention - route, bretelle ferroviaire, aqueduc - la zone réservée pour la petite et moyenne industrie mais boudée par l'initiative privée locale, enfin le cordon de «protection écologique» qui l'entoure ; au total près de 12 000 hectares expropriés à cinq *ejidos* pour une bouchée de pain et beaucoup de promesses, entre autres de relogement et d'emploi dans l'industrie, qui souvent n'ont pas été tenues.

- *Ejidal*, encore, en majorité, le terrain de 2 000 hectares exproprié à la confluence du Couloir Industriel et de la route qui s'en détache pour rejoindre vers le nord le Port Industriel ; destiné, sur le plan d'aménagement urbain, à la création d'un «nouveau district de croissance urbaine» qui sera, dit-on, équipé des services nécessaires, il se situe, curieusement, autour et entre les usines pétrochimiques.

- *Ejidiaux*, enfin, beaucoup de terrains proches de la ville d'Altamira ou sur le trajet qui la relie à Tampico, et que leurs propres détenteurs vendent illégalement, soit à des familles qui s'y établissent, soit à des promoteurs frauduleux qui les lotissent et les revendent, parfois plusieurs fois à des personnes différentes.

Un grand nombre de ces parcelles (11 550 en août 1989), situées dans des zones dont l'urbanisation est prévue, sont en cours de régularisation auprès des services de SIPOBLADUR (qui relèvent du gouvernement du Tamaulipas). Mais l'urbanisation «sauvage» - au sens de l'installation d'habitations sur des espaces dévolus sur les plans officiels à d'autres usages - gagne de vitesse : quelques milliers de familles, dans une demi-douzaine de «colonies», occupent de longue date ou envahissent jour après jour les bas-côtés des routes ou des voies ferrées, les sols où passent en profondeur les canalisations de pétrole brut ou de gaz, et les

terrains réservés par les services de planification aux futurs aménagements urbains (creusement d'un canal entre la lagune et la mer, gigantesque décharge, passage d'une nouvelle autoroute, etc.). Ne sachant trop quelle politique adopter à l'égard des personnes et des quartiers qui s'établissent hors des plans prévus, SIPOBLADUR a décidé pour l'heure de les ignorer officiellement, évitant même de les recenser pour ne pas susciter de faux espoirs. La direction du Port Industriel agit de même vis-à-vis des *ejidatarios* expropriés qui refusent de quitter les lieux, dans l'espoir que les jeunes, découragés, seront partis chercher travail et résidence ailleurs et que les vieux seront déjà décédés quand les projets d'expansion du port atteindront réellement la surface prévue.

Quant aux services urbains du Muncipe, soumis comme les usagers aux projets et aux décisions des instances supérieures, ils s'évertuent à tenir à jour la relation des nouvelles implantations et à réaliser des travaux d'entretien qui tiennent difficilement le rythme imposé par la croissance.

L'espace urbano-industriel de l'est et du sud du municipe est ainsi le lieu d'activité de forces sociales et de pouvoirs qui semblent appartenir à des univers différents. Entrent-ils en conflit? Se rencontrent-ils, même?

Parmi les résidents d'Altamira, il faut sans doute distinguer la population de souche et les nouveaux venus, les *ejidatarios* devenus urbains, les ouvriers spécialisés installés là par leurs syndicats mais jouissant de services de santé et autres prestations sociales qui leur sont réservées, les expulsés des zones industrielles, etc. Ils se côtoient mais ne partagent que dans une faible mesure le même espace de vie. Parmi leurs interlocuteurs locaux, il faut compter les leaders de quartiers, les autorités municipales, les sections locales des syndicats, la police, les comités du PRI, les commerçants, les promoteurs urbains. Mais chacun a aussi à traiter, ailleurs, avec des partenaires différents, à l'usine, dans le monde de l'*ejido* et des banques, dans celui des contremaîtres et des équipes de récolte, dans le commerce ambulancier, etc.

A une autre échelle, des groupes également hétérogènes se projettent sur Altamira : les patrons de la grande industrie réunis dans l'AISTAC envisagent surtout les améliorations à apporter à une zone industrielle performante, comme FONDEPORT, l'organisme fédéral chargé de gérer le Port Industriel, tandis que la CANACINTRA et les petites et moyennes entreprises de la région qu'elles représente, peu soucieuses d'encourager la concurrence de capitaux venus d'ailleurs, voudraient surtout assurer les conditions de leur propre développement au niveau local.

Les syndicats qui se disputent le contrôle des réseaux corporatifs régionaux trouvent aussi un terrain de confrontation à Altamira,

depuis la gestion du trafic portuaire (actuellement aux mains des dockers de Tampico), qui intéresse sans doute assez peu la population locale, jusqu'à la capacité de mener les négociations syndico-patronales, ou de décider de la nomination des candidats du PRI aux postes électifs, où le pouvoir de mobilisation locale peut jouer un rôle. Le syndicat pétrolier qui s'est toujours montré très actif dans le développement de liens clientélares avec les populations semble avoir perdu des positions à Altamira depuis ses déboires avec le gouvernement central. Mais dans le contexte général d'affaiblissement du pouvoir corporatif, le triomphe actuel de la CTM est peut-être moins significatif qu'antan.

Quant aux entités territoriales, arbitres et partie prenante dans presque tous les conflits d'intérêts, elles ont, en plus, pour mission de faire valoir leur rationalité planificatrice - ce qui s'obtient plus facilement dans les schémas d'urbanisme que sur le terrain - et d'administrer les services que requiert la collectivité.

Ce sont ces instances, particulièrement les autorités municipales, qui font figure de l'interlocuteur le plus direct et le plus largement concerné pour les populations. Face à des intérêts aussi puissants que ceux qui s'exercent à Altamira, quel est leur pouvoir?

L'espace agricole présente à première vue une apparence beaucoup plus paisible, tout en étant le lieu de processus productifs dynamiques, liés à un développement technique rapide et à des fluctuations souvent brusques du marché. Par leur taille, leurs orientations et leurs intérêts, les producteurs constituent des secteurs fortement contrastés, leur disparité expliquant peut-être l'absence de conflits évidents. Au-delà des explications conjoncturelles, on pourra mettre en parallèle la situation de Mante et d'Altamira et chercher ici les causes de la faible incidence politique des oppositions d'intérêts dans la différenciation des circuits économiques où s'articulent les producteurs privés et *ejidaux* (crédit, débouchés des productions - qui à Mante sont partagés), le manque de cohésion sociale de ces derniers, ou le fait que l'éventualité d'une résidence urbaine et d'un emploi industriel exerce une attraction capable de dissoudre la compétition autour de la terre et autres moyens de production.

En tout cas, il faudra réviser l'impression première que donne le municipe d'Altamira d'un espace où les clivages socio-économiques correspondraient assez étroitement aux découpages physiques, chaque section répondant pour l'essentiel à sa propre dynamique et dépendant principalement de ses relations extérieures. Les interrelations sont certainement plus fortes et plus complexes et ne peuvent être saisies d'un seul point de vue.; elles appellent, au contraire, une étude à deux niveaux, passant alternativement des

plans d'aménagement ou d'expansion des organismes et entreprises implantés à Altamira, à l'observation des diverses composantes de la société locale, avec leur histoire et leurs efforts pour tirer parti des processus de changements qui s'imposent à eux.

Pour comprendre quel est le poids spécifique d'Altamira pour ces forces dont les intérêts s'inscrivent en premier lieu dans des stratégies de filières ou de contrôle administratif et politique, nous chercherons si la compétition pour l'espace et les ressources passe ou non, pour elles, par un règlement localisé, si le pouvoir municipal est, à leurs yeux, un enjeu important et si elles traitent les affaires locales en y intervenant directement, en les contournant, ou en les ignorant.

Dans les perceptions locales, les relations entre l'avance de l'industrie et du grand commerce, l'urbanisation, l'emprise des filières sur la production agricole, le flux et le reflux des pouvoirs syndicaux doivent apparaître de façon toute différente, avec des nuances et des compositions inattendues, au gré des situations particulières et des opportunités qui s'offrent à certains et restent hors de portée des autres.

C'est le jeu de ces familles et de ces groupes dont les choix s'opèrent d'abord dans un cadre local alors que celui-ci est aussi le terrain d'action de forces extérieures particulièrement puissantes que nous mettrons en contraste avec les dynamiques sans doute plus autocentrées de nos autres terrains d'enquête.

Alamo, pôle agraire en essor

La frange nord-orientale du Veracruz, le long de la rive droite du Pánuco, est tout à la fois entraînée dans le sillage de Tampico et marginalisée, quasi stérilisée, par la présence trop proche d'un port et d'une ville installés sur l'autre bord de ce fleuve difficilement franchissable. L'achèvement de l'immense pont de 14 kilomètres - qui double la voie ferrée et un autre pont plus ancien et plus modeste, mais supprime les passages par chaland - autorise l'inclusion des trois municipes veracruzains de Puerto Viejo, Tampico el Alto et Pánuco dans la conurbation qui se forme autour de Tampico et Ciudad Madero, mais leur position s'apparente à celle d'un appendice, malgré quelques efforts ponctuels de l'ancien gouverneur du Veracruz, A. Gutierrez Barrios.

Jusqu'au fleuve Tuxpan, la plaine côtière est globalement vouée au grand élevage bovin et à l'extraction pétrolière, même si cette dernière apparaît un peu en retrait. Les noms mythiques de La Faja de Oro ou de Cerro Azul désignent encore une réalité d'aujourd'hui, c'est bien la *brecha petrolera*, la piste ouverte par les pétroliers, qui a imposé son tracé à la route actuelle et l'annonce de grands

gisements aux environs de Chicontepec a suscité beaucoup d'espoirs dans la région au début des années 80. Cependant, malgré sa forte implantation sur les lieux d'extraction et le quadrillage du territoire par le syndicat, l'emprise pétrolière se ressent localement du déplacement vers le sud-est des nouveaux pôles d'exploitation et de transformation du pétrole.

De Tampico à la ligne Tuxpam-Alamo, le paysage va s'animant entre les collines tantôt laissées à l'état de friches, tantôt aménagées en prairies de pâture. La population est rare et regroupée en quelques centres.

Ozuluama est sans conteste la capitale régionale de l'élevage. Juchée sur une colline exposée à la brise et dotée d'une place harmonieuse et d'une église aux belles proportions que l'on revêt actuellement de pierre de taille, ses maisons sont grandes et bien tenues et montrent une certaine prospérité. Quelques unes, luxueuses et de construction toute récente, attestent de son regain de faveur auprès des *ganaderos* tentés par les hauts intérêts offerts dans les années 84 à 87 par la Bourse ou les placements financiers, mais qui se sont repris à temps ou ont été supplantés après le krach.

Plus que dans les petites villes pétrolières, le pouvoir municipal paraît, ici, capable d'exercer ses prérogatives. En témoigneraient l'érection du grand gymnase/salle de fête qui couronne la colline, ou l'organisation annuelle d'un grand festival culturel qui bénéficie, il est vrai, de l'appui probablement intéressé du Syndicat National des Instituteurs. Son ancien leader, Carlos Jonguitud, limogé en 1989, avait été surnommé, en des jours plus fastes, «le fils adoptif préféré d'Ozuluama».

Les éleveurs semblent avoir le poids nécessaire pour imposer leurs vues, soit individuellement, quand il s'agit des gros éleveurs que leur capital et leur savoir-faire rendent capables de toutes les prouesses techniques (insémination artificielle, implantation d'embryon, création de races nouvelles par croisements (Tropicarne) ou adaptation de races européennes), soit par l'intermédiaire de leur Association Régionale.

Plus au sud, Naranjos et Cerro Azul font plutôt figures d'enclaves que de centres dans le paysage pastoral. N'y résident pratiquement que des pétroliers, avec leurs maisons construites en séries, leurs supermarchés tenus par le syndicat (la Section 13 à Cerro Azul), leur centre morne où le cinéma reste en tête à tête avec l'église, et le foisonnement des labels syndicaux ou coopératifs.

Enfin, tout au long du littoral que borde l'énorme lagune de Tamiahua, et où nous n'avons fait qu'une brève incursion à la

hauteur de Horconsitos, s'exercent la pêche à la grosse crevette (15 jours par mois, à la nouvelle lune) et l'ostréiculture. Depuis dix ans, les pêcheurs sont organisés en coopératives et leurs longues barques de planches ont été dotées de moteur hors-bord. Des ranches d'élevage à l'aspect fort prospère s'étendent jusqu'à la lagune.

En s'approchant du fleuve Tuxpan, on note un net contraste dans le paysage qui devient surtout agricole.

Alamo est situé à la hauteur du port de Tuxpam, à une trentaine de kilomètres à l'intérieur des terres, le long du fleuve. C'est le centre d'une région aux productions diversifiées : maïs, tabac, orange et élevage placées sous climat chaud et humide (24° de moyenne annuelle et 1600 mm de pluie de juin à octobre). Là, se rencontrent des *ejidatarios* de diverses conditions mêlés à des propriétaires privés. L'impression dominante est que ce secteur rural connaît une phase d'expansion économique. Les éleveurs privés et les pétroliers qui ont «fait» la région et la ville, dans les années 1920-1940, sont moins visibles, depuis les années 1970, parmi les *ejidatarios* enrichis par la production des oranges et du tabac.

L'espace régional s'organise autour de l'axe est-ouest que constitue le cours du fleuve Tuxpan. Dans une contrée de collines basses aux pentes douces (Alamo est situé à 27 mètres d'altitude et les terrains alentours, entre 200 et 400 mètres) on distingue trois ensembles.

Sur la rive droite du *río*, la mieux équipée en routes et pistes de desserte, dominant les citriques, le tabac et, plus près du fleuve, les pâturages, entre les mains d'*ejidatarios* et de petits propriétaires, qui exploitent à peu près à parts égales l'espace agricole.

En rive gauche, on note beaucoup plus de pâturages et de tabac qu'en rive droite; les vergers de citriques y sont plus récemment plantés. Sur cette rive, les *ejidos* sont aussi plus jeunes, créés entre 1972 et 1976, sur 10 000 hectares. Ils se consacrent à l'élevage bovin (zébu-suisse) pour une production de viande et de lait gérée collectivement (avec maïs d'autosubsistance). Ils viennent en seconde position après les petits propriétaires pour les surfaces occupées.

Enfin, à l'ouest, où commencent les premiers contreforts de la Sierra Madre Oriental, apparaît un troisième ensemble dénommé localement «Mesopotamia», situé dans la fourche que dessinent les affluents, Pantepec et Vinazco, du rio Tuxpan. Ici, on note essentiellement un élevage extensif géré «à l'ancienne» par des *rancheros* qui «tiennent» le secteur.

Au total, dans le municipe d'Alamo, sur 105 000 hectares, 40 000 (38%) sont en pâturages tandis que la répartition foncière en donne 57 000 (54%) aux *ejidos*; leur nombre dépasserait la soixantaine.

La population est proche des 100 000 habitants (12 000, en 1920 ; 64 000, en 1970) et la densité, voisine de 95 habitants par kilomètre carré.

Sur ce fond rural, l'extraction pétrolière est présente. Alamo fut un campement pétrolier (1910) puis le centre d'une exploitation forte d'une quarantaine de puits, au début des années 1930. Cette activité est toujours sensible sous la forme d'une immigration passagère attirée par la PEMEX. Mais, après qu'il eût été question, au début des années 1980, de faire d'Alamo, situé dans le «paléocanal», un des principaux lieux d'extraction du Mexique, le bourg se présente actuellement comme un centre de production agricole qui ne ferait qu'accepter le voisinage d'une exploitation pétrolière mise en sommeil (temporairement?).

La région s'articule fortement autour d'Alamo, dont l'apparence suggère le village ou le campement, mais qui a déjà la taille et les fonctions d'une petite ville (plus de 20 000 habitants). Alamo offre à la population *ejidale* qui l'entoure des équipements scolaires (au niveau classes terminales) et sanitaires acceptables, tandis que la nourriture et l'habillement y sont réputés moins chers qu'à Tuxpam. C'est à Alamo - au lieu dit El Idolo - que sont pesées, négociées et embarquées en *trailers* les récoltes qui approvisionneront les marchés centraux de Mexico, Guadalajara et Monterrey ; à Alamo aussi, que viennent se présenter à l'embaûche (quand ils n'ont pas été recrutés sur place) les cueilleurs d'oranges de Tihuatlán, Poza Rica et Papantla, et les paysans huastèques de Tempoal et de Tantoyuca spécialisés dans le tabac.

Le pont nouvellement construit par PEMEX sur le Tuxpan à la hauteur d'Alamo et la conclusion prochaine des travaux de revêtement sur la route qui y conduit directement depuis Poza Rica montrent bien qu'Alamo est destiné à un rôle de plaque tournante qui dépasse son cadre microrégional et agricole, et que la rivalité économique et politique qu'il entretient déjà avec la ville de Tuxpam devrait s'amplifier.

Trois aspects de la situation d'Alamo paraissent d'emblée particulièrement attrayants à analyser dans le cadre de notre étude comparative :

- la genèse des rapports de pouvoir dans une région pionnière qui semble bien plus «jeune» encore que celle de Mante, et plus ouverte que celle-ci ne le fut aux temps de sa formation à l'influence de forces économiques multiples et concurrentielles comme les marchands de la Central de Abastos, la régie nationale du tabac Tabamex ou les pétroliers - tant PEMEX que son syndicat.
- la perception des enjeux locaux, les formes d'action et les alliances des différents segments d'une population rurale où les clivages entre exploitants privés et *ejidatarios* sont peut-être parfois moins

prononcés qu'entre producteurs de tabac, d'orange, de bétail ou de maïs, et qu'entre ceux-ci et les travailleurs agricoles.

- l'hypothèse d'un recentrage de la région jusqu'à présent dominée par le port de Tuxpam et sa grande foire à bovins annuelle, autour d'un nouveau pôle qui s'organiserait en fonction des activités agropastorales.

Les lieux d'enquête : critères de comparaison

Les critères qui ont conduit au choix et orientent la comparaison des quatre lieux d'étude ici décrits, auxquels s'ajoute la région de Misantla-Martinez de la Torre abordée plus loin par Odile Hoffmann, se réfèrent aux structures territoriales et au rapport à l'urbain, à l'éventail des productions et aux réseaux macro-régionaux, nationaux ou internationaux où elles s'inscrivent, au profil social des principaux acteurs locaux et à celui des forces extra-locales qui interviennent de façon marquante.

1. Structures territoriales et rapport à l'urbain :

- Santa Engracia-Guillermo Zúñiga-Barretal, près de Ciudad Victoria, Tamaulipas : une conurbation rurale (chapelet de villages et hameaux) assez proches d'une ville moyenne, capitale d'Etat, pour avoir accès facilement aux services qu'elle offre (commerces, santé, enseignement supérieur, services administratifs), tout en restant en dehors de sa sphère d'influence territoriale directe ; sans unité administrative ou politique puisque appartenant à trois municipes mais réunis par la proximité, l'histoire commune et une relative homogénéité économique et sociale.

- Altamira, dans la conurbation de Tampico-Ciudad Madero, Tamaulipas : un municipe mi-agricole, mi-industriel et urbain à la périphérie d'une très grande ville.

- Trois régions organisées autour de villes «agricoles», avec des habitats ruraux qui vont du hameau-*ejido* (proche ou éloigné de l'agglomération) aux bourgs de statut secondaire et aux quartiers périphériques du pôle régional. Dans le cas de la région de Mante, Tamaulipas, ce centre est unique alors qu'au Veracruz, les régions de Tuxpam-Alamo et Misantla-Martinez de la Torre sont bipolaires. Se situer dans l'une ou l'autre mouvance est sans doute un trait pertinent pour caractériser les localités de moindre importance de ces régions.

Les cinq régions se situent sur des axes routiers et parfois ferroviaires importants qui les relient soit au centre du pays, soit à la frontière américaine. Leur rôle a toujours été décisif pour susciter ou réorienter les développements locaux, ce qui souligne la place prépondérante des initiatives et des investissements officiels dans le Golfe.

2. Les productions et leurs filières :

La production et la transformation de canne à sucre en grosses unités agro-industrielles sont toujours liées à l'intervention très directe de l'Etat et des organes syndicaux. L'installation de telles productions dans les années 30 à 50 à Mante et à Martinez a donné le coup d'envoi du développement de ces localités et de leurs entours, sous un contrôle étroit du pouvoir central et du PRI.

La culture du café et les plantations d'agrumes se réalisent plutôt sur des terres plus morcellées où jouxtent propriétaires privés et ejidatarios. Bien que les coopératives et autres formes d'associations ne manquent pas, la production prend des formes plus individuelles, et se trouve dans une étroite dépendance vis à vis des réseaux de commercialisation, qui s'étendent jusqu'aux marchés centraux de la capitale et des grands centres métropolitains ou aux places internationales. On rencontre ces interactions complexes entre partenaires d'envergure et d'orientation différentes depuis la région productrice d'orange de qualité au nord de Cd. Victoria, jusqu'à celle d'Alamo qui combine production d'agrumes et de tabac (où règne la filière étatique Tabamex), et aux alentours de Misantla, plantés de café.

Les producteurs de céréales, fourrages et oléagineux font montre, eux aussi, d'une grande hétérogénéité. Très présents, surtout, à Altamira et Mante, on rencontre parmi eux de très gros propriétaires qui sèment soja, coton et sorgho, ou produisent des semences (certifiées), des ejidos collectifs dont certains secteurs, au moins, sont en pleine expansion et ont su s'organiser au niveau régional pour obtenir de meilleures conditions de vente auprès de l'agro-industrie, et nombre de petits producteurs aux résultats très variables.

L'élevage extensif est généralement entre les mains de grands propriétaires privés qui fondent souvent leur prospérité sur un accès exclusif à la terre et la domination des instances locales. Mais on rencontre également dans nos régions d'enquête des secteurs importants d'éleveurs hautement technifiés et performants dont les stratégies foncières, productives et commerciales semblent obéir à une rationalité plus strictement économique. C'est surtout dans les deux régions veracruzaines que les éleveurs semblent tenir une place primordiale.

La production maraîchère, finalement, est aussi le fait de producteurs privés dont les techniques, les relations commerciales et les capacités financières sont éprouvées. Le marché américain est la cible privilégiée, qui n'exclut pas l'insertion dans les filières nationales. L'Association Nationale des Producteurs Maraîchers régente la distribution des débouchés par région et spécialité entre

les producteurs grâce au contrôle qu'elle détient sur l'accès aux quotas. A Altamira et dans la région de Mante, les producteurs de primeurs exercent une forte demande sur les terres irriguées et sur la main-d'œuvre provenant des *ejidos* proches.

Les types de productions qui se développent dans ces différentes régions en font des zones d'attraction saisonnière de main-d'œuvre dont les pôles peuvent être les bourgs (par exemple, Ciudad Mante, Estación Cuauhtemoc dans le municpe d'Altamira, ou Alamo), ou directement les employeurs s'ils sont suffisamment importants, alors que dans les entreprises sucrières, les coupeurs de canne sont classiquement recrutés et encadrés par un groupe assez stable d'intermédiaires locaux. Dans l'ensemble du pays, l'action organisatrice ou revendicatrice des syndicats de journaliers agricoles est extrêmement minoritaire ; nous ignorons quelle est leur importance dans nos régions.

3. Les figures sociales dominantes :

Dans cette région du pays où le minifondiste privé est quasi inexistant, on a tendance à identifier population rurale et secteur *ejidal*. Même si globalement ce n'est pas faux, il faut prendre en compte, d'une part, l'éventail très étendu de situations personnelles ou locales que l'on rencontre dans ce secteur, et de l'autre, la présence des journaliers sans terre vivant dans les périphéries urbaines ou dans les villages-*ejidos* où leur sort s'apparente à celui des *ejidatarios* les moins bien dotés ou des bénéficiaires potentiels de la réforme agraire, en attente d'une parcelle.

Les conditions locales d'instrumentation des vastes programmes publics de colonisation qui ont caractérisé la région du Golfe devraient permettre de comprendre cette hétérogénéité du secteur *ejidal*, que l'on rencontre, ici, relativement aisé et autonome, là, strictement encadré par les organes technocratiques et syndicaux, plus loin, émietté en familles ou collectivités locales plus isolées. Sans doute faut-il aussi prendre en compte la proximité ou l'absence de compétiteurs puissants dans le domaine foncier et productif, les types d'acheteurs (commerçants locaux, mandataires de grosses firmes ou consommateurs) auxquels les producteurs ont affaire, et la présence, enfin, d'autres secteurs sociaux, tels que les ouvriers, les instituteurs, ou les syndicats des uns et des autres, qui peuvent jouer auprès du secteur *ejidal* le rôle d'allié, de porte-parole ou de rival politique.

L'appellation de *colonos* couvre un ensemble hétéroclite du point de vue des origines et des activités, qui se déroulent en milieu rural autant qu'urbain. On désigne ainsi les habitants des quartiers

pauvres, généralement périphériques et mal dotés de services urbains des villes grandes ou petites. Leur existence est témoin d'une des formes classiques de l'urbanisation des campagnes, qui draine les populations et transforme leur habitat, mais ne s'associe pas nécessairement à de nouvelles insertions économiques. Dans cette ambiguïté des situations, il est remarquable qu'un certain modèle de comportement paraisse émerger ; la présence des *colonos* est, en effet, de plus en plus remarquée dans les affaires locales grâce à l'activisme dont font preuve leurs associations, qu'elles soient indépendantes ou téléguidées par les partis ou les autorités.

Sur nos terrains leur importance est très inégale. Prédominants numériquement à Altamira, virtuellement absents des «conurbations rurales» proches de Victoria, ils jouent un rôle croissant dans la dynamique municipale à Ciudad Mante - et peut-être dans sa région. L'étude des formes d'action civique que nous entreprenons dans des milieux très divers permettra de vérifier s'il est pertinent de caractériser les comportements politiques en rapport au rural et à l'urbain, ou s'il est plus utile de prendre en compte des facteurs plus conjoncturels, plus spécifiques d'un temps et d'un lieu.

Dans le secteur privé, la plupart des personnages importants cumulent plusieurs rôles : propriétaires, agriculteurs, éleveurs, intermédiaires commerciaux en amont ou en aval, ils sont membres dynamiques des associations professionnelles locales, ont souvent des activités urbaines et participent parfois en personne au jeu politique. Dans les petites sociétés dont nous nous occupons, cette présence démultipliée est sans doute nécessaire pour assurer une influence significative sur les décisions, souvent prises ailleurs, qui affectent la vie locale.

Si les entrepreneurs du Golfe ont souvent joué la carte protectionniste et centraliste, on ne peut oublier qu'ils sont liés par de multiples réseaux aux marchés des grandes métropoles - dont Monterrey, la plus proche, n'est pas la moins active - et qu'ils sont les partenaires naturels des intérêts commerciaux nord-américains. Leurs origines et leurs attaches extra-régionales ne peuvent manquer d'agir sur leurs stratégies de production et sur leur conception des affaires locales. A Altamira, les grands producteurs agricoles appartiennent à la société urbaine de la métropole régionale -elle-même très cosmopolite - et c'est plus dans ce cadre (analysé plus loin par Marie-France Prévôt-Schapira) qu'en référence aux paramètres micro-locaux qu'ils fixent leurs objectifs et les moyens de les atteindre. A l'opposé, on trouvera peut-être les éleveurs de la Mésopotamie, près d'Alamo, ou les *rancheros* éleveurs et agriculteurs de Misantla, dont l'implantation rurale et

locale remonte à fort loin et qui n'ont pas un groupe d'entrepreneurs urbains puissants sur lesquels s'appuyer. On peut supposer que la vie politique locale, chargée de conflits ruraux violents, reflète cet enfermement dans une compétition plus restreinte. Là où le secteur *ejidal* est plus puissant et appuyé par les organes officiels, comme à Mante, près de Victoria ou chez les agriculteurs d'Alamo, il semble que les questions agraires tendent plus à se résoudre par la négociation.

4. Pouvoirs extra-locaux, étatiques et privés :

Un des critères qui ont conduit au choix de la région du Golfe pour notre étude est la présence patente de forces organisées dont les centres de décision se trouvent en dehors de nos lieux d'enquête mais qui y ont des intérêts et y projettent leur action.

On peut recenser d'emblée :

- Le pouvoir fédéral, dont on a déjà relevé les interventions très directes.
- Les gouvernements du Tamaulipas et du Veracruz qui se distinguent tant par le rapport des forces régionales que par la nature de leurs relations au centre (le Tamaulipas, écartelé entre différents groupes de pression, est beaucoup plus dépendant).
- Les pouvoirs corporatistes, au premier rang desquels il faut compter le syndicat des pétroliers, présent surtout à Altamira et à Alamo, mais influent aussi à Mante et à Martinez de la Torre ; selon les productions et l'histoire des confrontations sociales en chaque lieu, les syndicats des sucriers, des dockers, des transporteurs, des maîtres d'école, et plus globalement, les secteurs du PRI (CTM, CNC, CNOP) acquièrent ici ou là la prédominance.
- Le «groupe Monterrey» dont le siège se trouve dans la ville du même nom étend surtout son influence sur les régions du Tamaulipas. En comparaison avec les années 50 à 70, son emprise semble avoir diminué mais le regain de libéralisme lui ouvrira peut-être de nouvelles portes.
- Les grands industriels d'Altamira, les éleveurs de la Huastèque, les producteurs de primeurs ou de coton pour l'exportation, les intermédiaires qui monopolisent le commerce des agrumes ou du café sont, à la fois, dépendants de leurs attaches locales, et insérés dans des réseaux verticaux prenant la forme de contrats commerciaux ou d'associations professionnelles (Unions Nationales des Eleveurs, des Producteurs Maraîchers, CANACINTRA, etc.) qui leur donnent précisément un surcroît d'avantages sur leurs éventuels compétiteurs locaux.
- Les relations avec des alliés commerciaux sur le marché nord-américain sont le canal privilégié des intérêts du pays voisin, qui pourrait se trouver dorénavant plus en mesure d'exprimer

directement des souhaits sur les options du développement régional.

Propositions pour un questionnement d'équipe

A ces quatre lieux d'enquête nous devons ajouter la région de Misantla-Martinez de la Torre dans le Centre-Veracruz, qu'a parcourue Odile Hoffmann et qu'elle présente dans le texte suivant. Avec cet ensemble de régions, nous nous trouvons face à un éventail de situations dont les différences et les ressemblances se distribuent sur des plans divers, ce qui conduit à poser la comparaison à partir d'un faisceau de questions communes plutôt qu'en termes d'un quelconque parallélisme dans l'évolution des structures économiques, sociales ou spatiales.

Des régions, nous en avons de toutes sortes, depuis celle qui occupe une niche naturelle bien définie -oasis humide dans une contrée sèche- sans que les représentations locales ou l'administration ne sanctionnent formellement cette caractéristique (Barretal-Sta. Engracia), jusqu'à un municipe que nous assimilons pour le moment à une région de façon toute hypothétique (Altamira), ou aux ensembles que leurs structures polarisées et les pratiques de leurs habitants qualifient de régionaux (Mante et Alamo). La «région» de Misantla-Martinez représente sans doute encore un autre cas d'espèce.

Un des buts de cette recherche sera précisément de comprendre, à partir de ces matériaux divers, comment s'élaborent des «sociétés locales», les domaines de la vie publique et privée sur lesquels elles impriment la plus forte empreinte, les espaces qu'elles s'approprient et ce qu'elles y dessinent, les identités qui s'y forment. Leur part dans la structuration de plus vastes ensembles territoriaux, ou leur place sur un éventuel continuum de situations rurales en rapports plus ou moins intimes avec l'urbain seront aussi l'objet d'analyse. Pour le moment, nous postulons simplement l'existence de ces sociétés locales, comme le lieu, le contexte et le produit de l'interaction des acteurs sociaux que nous avons commencé à identifier.

Nous proposons d'en aborder l'étude par celle du poids du secteur *ejidal* face aux autres forces économiques et politiques locales. Est-il moteur ou marginal, homogène ou segmenté, en expansion économique (par le biais du foncier ou celui de la production) ou en rétraction, c'est-à-dire s'orientant vers la location (pour usage agricole) ou la vente (pour usage urbain) des terres et la recherche de travail salarié ? A-t-il une audience spécifique dans la région, incarne-t-il un type particulier de développement, est-il un allié ou

un adversaire obligé pour d'autres acteurs locaux ou bien s'éparpille-t-il en intérêts divers ?

Opter pour ce point de départ nous expose à deux critiques, celle de l'arbitraire, dans le cas d'Altamira, par exemple, où la catégorie d'*ejidal* recouvre des situations très diverses, ou à Misantla où le privé et l'*ejidal* ne représentent peut-être pas les deux bords d'un clivage fondamental ; et inversement celle de la tarte à la crème, puisqu'au Mexique, l'*ejido* est partout.

Il s'agit cependant pour nous d'un véritable choix -qui n'en exclut pas d'autres- dont nous espérons des résultats concrets. Selon le schéma d'incorporation verticale caractéristique du régime mexicain, chaque *ejido* porte la marque des conjonctures économiques et des inflexions politiques qu'a connues le pouvoir central, tout en révélant les multiples médiations qu'imposent les rapports de forces au niveau des Etats, au sein des organisations paysannes et dans le cadre local.

Cet enchevêtrement d'intérêts contradictoires et l'histoire inégale de leurs affrontements s'exprime, dans une grande diversité de situations locales, à travers la taille et la qualité des terres données aux *ejidatarios*, dans la forme parcellaire ou collective imposée pour leur exploitation, dans le traitement hostile ou bienveillant réservé aux propriétaires voisins, dans l'importance accordée à la question foncière face aux aspects productifs -crédit, assistance technique, commercialisation- dans la force économique que les *ejidatarios* sont capables localement d'acquérir...

Le rapport entre ces éléments et les tractations politiques dont ils ont fait l'objet est particulièrement visible dans la région pionnière du Golfe du Mexique où les pouvoirs publics ont eu les coudées plus franches qu'ailleurs pour dicter certaines formes de développement. Il est souvent possible d'identifier dans les histoires locales les intérêts divers avec lesquels il a fallu composer, et de lire dans les paysages les marques des négociations successives.

Chacun des traits des situations agraires locales représente ainsi un atout (ou une faiblesse) de tel segment *ejidal*, que l'on analysera dans ses rapports actuels aux autres acteurs de la société locale, mais peut être interprété aussi comme un symptôme des interprétations que subit le principe *ejidal* tout au long d'un parcours tortueux entre de multiples officines jusques et y compris, son exercice par ses bénéficiaires.

En suivant ce fil d'Ariane, l'étude des vicissitudes actuelles des différents *ejidos* et même, plus en détail, des différents groupes d'*ejidatarios* sera révélatrice de la façon dont la société mexicaine accepte ou remanie les nouvelles orientations qui régissent le fonctionnement des appareils techniques et politiques de l'Etat.

Nous pensons en particulier à la politique de «désincorporation» généralisée du secteur social, mot-clé du gouvernement de Carlos Salinas de Gortari, qui obéit à une conception libérale et modernisatrice de l'économie, et se traduit, par exemple, par la remise de certaines terres *ejidales* sur le marché, l'individualisation du crédit, l'abrogation des prix de garantie, etc. Selon les proclamations officielles, ces mesures économiques devraient accompagner et favoriser un allègement de l'administration en laissant une plus grande latitude à l'exercice des responsabilités civiles et de l'initiative individuelle. Dans le cas particulier de l'agriculture, cela pourrait signifier à la fois l'abandon des pratiques protectionnistes de l'ensemble de la branche et de l'encadrement très lourd qui pèse sur le secteur *ejidal*.

Sur nos terrains d'enquête, les *ejidatarios* se trouvent tantôt dans des situations de faiblesse face à leurs interlocuteurs locaux, tantôt jouissent d'une relative prospérité, laquelle s'accompagne de quelque autonomie vis-à-vis de l'appareil administratif et syndical (ce serait peut-être le cas à Barretal-Sta Engracia, ou dans le municipe d'Ocampo qui appartient à la région de Mante), ou au contraire dépend de façon très directe des décisions prises par le pouvoir central (nous en voyons un exemple dans la Coopérative sucrière de Mante).

Il faudra scruter l'impact de ces mesures de «désincorporation», comme les cas de leur mise en sourdine dans tel contexte local, distinguer les mécanismes économiques qui s'en trouvent (ou s'en trouveraient) affectés, les intérêts contrariés ou bénéficiaires, identifier les espaces de négociation, les enjeux et les formes de contrôle qui apparaissent, qui disparaissent ou se déplacent. L'occasion donnée par les réformes officielles comme par les évolutions économiques locales doivent permettre de tester la capacité de tel ou tel segment de la population, de tel ou tel type d'individu, aussi, de s'en saisir pour faire respecter ses intérêts ou étendre son champ d'action.

Dans d'autres domaines que l'agriculture, tels que la prestation de services collectifs, le pouvoir central opère ces derniers temps un certain retrait au profit des Etats de la Fédération et des administrations municipales, ou appelle les entreprises privées à s'y exercer. De nouveaux champs s'ouvrent ainsi à la confrontation sociale, dans le contexte d'une évolution historique plus large qui a vu se modifier les besoins de consommation des populations rurales et qui les met dans la dépendance de services spécialisés pour les satisfaire.

Dans les formes différentes d'urbanisation que connaissent les régions où nous allons travailler, quelles sont les demandes qui mobilisent le plus fortement les populations? Se regroupent-elles

plutôt autour des notions d'«hygiène» et de «confort» dans la vie matérielle de tous les jours (habitat, infrastructure «urbaine», transports, approvisionnement), ou vers celles de la sécurité et de l'insertion sociale à travers l'accès aux grands services de la santé et de la scolarité? Est-il possible de catégoriser ces demandes et leur contenu spécifique en fonction du contexte local, de l'appartenance socio-professionnelle, de l'histoire familiale?

La généralisation et la reconnaissance de la légitimité de ces besoins apparaissent comme une tendance récente que met en évidence la prolifération de nouveaux acteurs appuyant, suscitant ou encadrant la mobilisation populaire. Les traditionnels comités (de quartiers, de parents d'élèves, pour l'installation de l'eau ou de l'électricité, etc.) semblent souvent relayés par des organisations plus formelles et politisées, qui reçoivent l'appui, peut-être pas toujours sollicité, de syndicats, d'Eglises, d'associations charitables, de militants du parti au pouvoir comme de ceux de l'opposition. Cette tendance se vérifie-t-elle partout? La force nouvelle qu'acquièrent ces demandes et leur transformation en enjeu politique se traduisent-elles par une plus grande capacité de négociation pour certaines couches rurales? A ce jeu, ces dernières gagnent-elles ou perdent-elles de leur autonomie?

Du côté de l'offre, l'intervention des entreprises dans le domaine des services publics, lorsqu'elle a lieu, implique une mercantilisation des rapports entre prestataires et utilisateurs de services. Ceci suppose-t-il, comme il est parfois affirmé, que la négociation politique en est bannie, ou bien au contraire reprend-elle ses droits en se substituant à des rapports clientélistes? Sur quels terrains se déplace l'affrontement? Quelles couches de la population font les frais de l'amoindrissement de la protection sociale et lesquelles en tirent bénéfice?

La privatisation des services peut tantôt relever du gonflement du secteur «informel» par des personnes ayant perdu des occupations plus stables, tantôt s'inscrire dans un processus d'expansion de l'activité des promoteurs, transporteurs et autres gros commerçants. Une éventuelle ascension économique par ce biais conduit-elle à une modification spécifique du jeu politique local? Voit-on accéder ces notables au pouvoir politique direct?

Observerait-on ainsi une tendance à la substitution du personnel municipal traditionnel, recruté dans les appareils des syndicats, de l'administration, du parti officiel? Quelles en sont les conséquences au niveau local et pour la perpétuation des liens corporatistes censés assurer la stabilité de la pyramide des pouvoirs?

La liste des questionnements, déjà bien longue, n'est pas close. Elle sera affinée dès lors que nous disposerons de plus amples informations sur nos lieux d'enquête.

Des procédures d'enquête seront à mettre au point sur divers points, en particulier pour capter la façon dont les configurations spatiales héritées d'autres époques font toujours sentir leur emprise sur le jeu social et sont perçues par les acteurs locaux actuels.

**Les transformations récentes autour de Misantla et
Martinez de la Torre (Veracruz) : exemple de
recomposition régionale et thèmes d'analyse comparative**

Odile HOFFMANN

S'ils sont particulièrement d'actualité en ces temps de modernisation, mot d'ordre affiché du gouvernement, les processus de recomposition économique et sociale n'en sont pas pour autant nouveaux dans cette région côtière du centre Veracruz.

En partant de l'étude de la région de Misantla-Martinez de la Torre, de ses spécificités comme des traits qu'elle partage avec d'autres régions du golfe, on cherchera à construire un schéma explicatif, un modèle qui prendrait en compte les divers aspects de la recomposition régionale : transformations spatiales, mutations dans la production, mouvements sociaux et politiques, etc. Une toute première esquisse, à partir d'une récente tournée sur le terrain, est ici présentée. La plupart des informations ont été recueillies sur place, auprès d'interlocuteurs divers : agriculteurs, étudiants, associés de coopératives, autorités municipales. Des approfondissements et recoupements ultérieurs seront indispensables.

Désenclavement et développement local : les constructions régionales successives

D'implantation très ancienne puisque préhispanique, le bourg de Misantla a longtemps été le centre d'une petite région agricole au Nord de Xalapa, une sorte de cuvette adossée à la sierra de Chiconquiaco au Sud-Ouest et débouchant sur le golfe du Mexique à l'Est. Centre administratif laïc et religieux, centre politique, centre économique, Misantla vivait alors de productions agricoles, apparemment selon le système dualiste en cours à cette époque - sous la Colonie- : maïs et cultures associées pour la grande masse des paysans indiens, élevage pour les hacendados, rancheros et quelques caciques indiens.

Au cours du XIX^{ème} siècle la région se différencie. Le port de Nautla, à mi-chemin entre Veracruz et Tampico, est utilisé pour l'exportation de bois, vanille, cuirs et bananes vers les Etats-Unis et

l'Europe (Velazquez, 1989). La culture de la vanille, malgré l'introduction de la pollinisation manuelle, reste très artisanale et ne participe que faiblement au déboisement, lequel commence à s'accélérer pour l'exploitation de bois précieux essentiellement. Les plantations de bananes s'étendent sur la frange côtière entre les vastes pâturages, selon un système inauguré par les colons français de San Rafael, arrivés entre 1830 et 1870 (Demard, 1989). A la fin du siècle, le café fait son apparition sur les piémonts de la sierra, dans les grands ranchos, alors qu'en plaine la culture de canne à sucre se développe autour du tout nouveau bourg créé sous l'impulsion des pouvoirs publics : Martinez de la Torre.

Le Sud de la région (Yecuatla, Juchique, Misantla), pays de collines douces au pied des abruptes falaises de la sierra, reste le domaine de l'élevage bovin et de la culture du maïs, avec un peuplement indien majoritaire et quelques haciendas et ranchos d'espagnols ou créoles disséminés.

La production agricole locale s'intègre alors à différents marchés : international avec l'exportation via Nautla, national avec la vente de bétail amené sur pied jusqu'aux centres de consommation de Puebla et Mexico, régional avec le transport du café à la capitale d'Etat Xalapa par trains de mules, local enfin avec le maïs et les produits associés.

Mais les communications sont encore difficiles, la sierra de Chiconquiaco et Teziutlan formant barrière entre la côte et l'intérieur du pays. A la fin du XIX, la région reste encore largement tournée vers le golfe, et dépendante des Etats-Unis pour la commercialisation des plus rentables de ses produits.

Le premier désenclavement date des années 1920, avec la construction de la route Teziutlan-Nautla, en passant par Martinez de la Torre. Véritable acte politique, la construction de cette route visait à "récupérer" les zones côtières et à les orienter vers l'intérieur du pays, à une époque où les relations avec les Etats-Unis se détérioraient après la Révolution de 1910. De fait les échanges maritimes diminuent à Nautla pour se concentrer sur les grands ports voisins de Veracruz et de Tampico, et le bourg de Nautla commence à décliner, jusqu'à n'être aujourd'hui qu'un hameau coincé entre la mer et la route, sans aucun rôle régional spécifique. Les échanges s'intensifient en revanche avec l'intérieur. Teziutlan, terminus des voies ferrées venant de la capitale et de l'intérieur en général, devient à son tour le "port", le passage obligé pour la plupart des marchandises et des personnes arrivant ou quittant la région. Grâce à sa localisation sur la route principale et au soutien dont elle bénéficie de la part de l'Etat depuis sa création, la ville de

Martinez de la Torre se développe également. A son alentour, la culture de la canne à sucre s'étend. Il nous faudra évaluer les parts respectives des entrepreneurs privés et de l'Etat dans ce développement rapide, qui s'accompagne après la Révolution de la mise en place de toute une organisation corporatiste et syndicale. Autour de la ville des raffineries se construisent, les dotations ejidales se multiplient, la population croit.

Misantla reste un peu à l'écart de cette nouvelle dynamique régionale, handicapée par le manque de voies de communication et l'absence (voulue?) de tout soutien de la part de l'Etat. Dans le bourg les anciennes relations clientélistes dominent encore, et la Réforme agraire y a moins de succès qu'à Martinez de la Torre. Certains comités agraires se laissent persuader d'acquérir en propriété privée les terres qu'ils sollicitaient en dotation ejidale, avec l'appui des grands caciques locaux qui se construisent ainsi une clientèle locale sur mesure. En témoigne une auréole de propriété privée exempte de tout ejido autour de Misantla, alors que ceux-ci sont beaucoup plus nombreux aux alentours (carte provisoire, et pour cette raison non publiée ici, établie avec JL Martinez à partir des données de la SRA).

Dans les années 1950 de nouvelles routes sont ouvertes, qui intègrent la zone de Misantla dans le réseau de communications et facilitent les échanges de la petite région de collines avec Martinez et Teziuhtlan d'un côté, Xalapa et la zone côtière de l'autre. La croissance démographique reprend et les systèmes de production agricole se transforment : extension de la canne à sucre vers le sud, modernisation de l'élevage bovin (laitier et d'embouche), introduction de semences améliorées pour le maïs (Revel Mouroz 1971).

Aujourd'hui la région reste marquée par ces rythmes d'intégration différenciés qui ont propulsé Martinez au rang de second puis de premier pôle économique régional. Elle apparaît bicéphale, construite sur l'antagonisme entre les deux "centres" :

-Misantla plus ancienne, plus "traditionnelle" mais aussi plus réticente à l'emprise du pouvoir central, et ceci depuis "toujours" comme le montrent les rébellions qui ont émaillé tout le XIXème siècle et sans doute les époques antérieures, peut-être même avant la Conquête face aux mexicas (R.Gonzalez, com.or.). Plus récemment, les mobilisations paysannes ont trouvé une résonance particulière dans la région de Misantla, surtout vers la sierra, avec l'implantation de la "Union Campesina Independiente" (UCI), organisation très active et combattive jusque vers 1975.

-En face, la ville de Martinez est plus importante numériquement, plus dynamique économiquement, mais aussi plus contrôlée par les diverses instances gouvernementales (Etats fédéral et fédéré) qui l'ont en quelque sorte "créée". La population, d'implantation plus récente et d'origine souvent lointaine, ne partage pas les mêmes schémas culturels que les habitants de Misantla.

La compétition entre ces deux pôles revêt des aspects très divers : politiques, sociaux, juridiques, économiques, culturels, et il sera intéressant de voir comment les initiatives de l'Etat en matière de modernisation seront reçues et interprétées par ces deux "soeurs ennemies".

L'histoire du développement local servira ici à expliquer l'émergence, la force et le maintien (ou la décadence et la disparition) de secteurs qui à un moment donné ont participé de manière décisive, et souvent volontariste, au façonnement de la région.

Les dates de rupture de rythme, et leur niveau de pertinence, seront à préciser, mais il reste clair qu'à chaque "étape", à chaque "tournant", est associée une catégorie précise d'acteurs socio-économiques. Dans le cadre du présent projet, on cherchera à comprendre les positions assumées par chacune d'elles face aux grandes transformations contemporaines, dans le discours comme dans la pratique, et leurs implications sur un éventuel réaménagement des sociétés locales.

Les crises sectorielles agricoles

Depuis plusieurs années déjà le secteur de la canne à sucre connaît des difficultés d'ordre technique et financier, aggravées par le désengagement de l'Etat: vente des raffineries à des entrepreneurs privés, abandon des raffineries peu productives "invendables", arrêt du soutien systématique aux grandes centrales syndicales (CNC, CTM.), etc.

Des cinq raffineries (dont deux grandes, à Martinez et à Misantla) qui se répartissaient le traitement de la canne à sucre dans la région, il n'en reste qu'une. Les autres ont fermé et ont été démantelées. Il ne reste que d'énormes cadavres rouillés par les pluies, l'humidité et la chaleur tropicale.

C'est la ville de Martinez qui est la plus touchée puisqu'elle avait bâti son économie sur celle de la canne à sucre (travail agricole proprement dit, mais surtout les activités associées: ateliers de réparation, transports, commerces, institutions de crédit et d'assistance technique...). La restructuration va imposer des transformations dans les emplois et les qualifications de la main d'oeuvre urbaine.

Les plantations de canne se réduisent, faisant place à de l'élevage parfois, à des plantations d'agrumes le plus souvent. Les surfaces plantées en orangers, citronniers et limes ont beaucoup augmenté ces dernières années. L'exportation est le débouché le plus souhaitable, mais il se heurte à de sérieux obstacles (quotas, et surtout exigences phytosanitaires). Des industries privées de transformation s'installent peu à peu, avec des fabriques de jus, dont une appartient à un gros consortium qui s'approvisionnent également dans d'autres parties du pays (à l'ouest, Michoacan et Colima).

Les prix étaient relativement satisfaisants jusqu'à cette année 1989, où une surproduction conjoncturelle -la saison sèche exceptionnellement longue a limité les attaques de parasites qui réduisent d'habitude la production- a provoqué une chute des cours. Les circuits de commercialisation sont encore très divers, pour la plupart aux mains de propriétaires privés. Quelques coopératives, souvent associées au café comme à Tlapacoyan, d'organisation de producteurs s'essayeront à l'exportation directe.

La faillite de la canne à sucre avait suscité de grandes craintes quant à l'organisation régionale du marché du travail. Il semble en fait que la quantité de travail nécessaire soit à peu près équivalente pour les deux cultures. Les réseaux ont certes changé (il faudra voir comment) mais l'offre en travail reste à un niveau acceptable. On nous a toutefois signalé un début d'émigration vers les Etats-Unis, phénomène très réduit jusqu'alors.

Pour le producteur en revanche, en majorité des ejidatarios, le passage de la canne à sucre à l'orange est beaucoup plus qu'un changement de technique de culture. C'est tout l'encadrement de la production qui change. Les interlocuteurs connus (l'Etat, les syndicats, les banques spécialisées..) n'ont plus la parole dans ce nouveau système exclusivement régulé par les lois de l'offre et de la demande. Les canaux de transmission "traditionnels", les instances de médiation mises en place depuis un demi-siècle devront également se modifier. Dans quel sens ?

Dans le secteur café, la "crise" couve depuis plusieurs années déjà : surproduction sur le marché mondial, faible productivité relative des plantations régionales, qualité médiocre de ce café de zone basse face à celui de la sierra, réseau de commercialisation contrôlé par une poignée d'exportateurs.. La région dispose de peu d'atouts pour affronter les problèmes, rendus particulièrement graves cette année avec la rupture des accords internationaux en juillet 1989, l'absence de quotas et de prix de garanties, le retrait quasi total de l'INMECAFE, et de plus une gelée catastrophique en décembre 1989, en peine récolte. Les plus petits producteurs, privés ou ejidatarios,

ont parfois commencé à détruire leurs plantations pour y semer du maïs. Les autres "attendent", les fluctuations étant fréquentes dans le secteur, et le café restant malgré tout, sauf cette année où les prix au producteur ont été réduits de moitié par rapport à l'an dernier, en prix courants, la spéculation la plus rentable. Là encore, la concurrence avec les agrumes pourrait tourner à l'avantage de ces derniers si le marché du café ne se stabilise pas rapidement. L'Etat ne semble toutefois pas prêt à soutenir la petite production marginale, concentrant tous ses efforts sur le secteur le plus performant.

Les coopératives paysannes qui avaient fleuri dans les années 1970 avec l'appui de Echeverria puis de Lopez Portillo (création des ARIC, instances mixtes ejidatarios-privés) ont beaucoup souffert de la crise et des mesures d'ajustement appliquées en 1987-1988. La plupart n'ont reçu aucun crédit lors de la dernière campagne. Les nouvelles orientations de Salinas de Gortari, avec Gordillo à la tête du comité interministériel sur le milieu rural, affichent un programme de soutien aux coopératives, sans avoir jusqu'à maintenant débloqué les fonds correspondants (à quelques exceptions près, comme les fonds de secours ou les prêts-relais exceptionnels). Une certaine lassitude est toutefois perceptible parmi les petits producteurs caféiculteurs qui avaient dans les années antérieures, à partir de 1980, lutté pour des prix de garanties, pour l'organisation, pour le respect de leurs droits de la part de l'INMECAFE. Cet institut disparaissant de fait (il existe encore légalement), ils se retrouvent sans interlocuteurs valables du côté de l'Etat, et doivent renouer les négociations avec le secteur privé de l'agro-exportation, peu enclin à accepter leurs demandes.

Du côté de l'élevage la situation est un peu plus complexe. Les grands éleveurs font état d'une crise de la production, mais c'est chez eux un refrain repris périodiquement dès que les conditions du marché cessent de s'améliorer! Il est toutefois visible à l'oeil nu que les pâturages de la plaine côtière se transforment en plantations d'agrumes (encore!), et que les troupeaux d'élevage laitier sont remplacés peu à peu par des troupeaux d'élevage d'embouche : les étables sont délaissées, les trayeuses électriques se vendent au rabais. La grande revendication concerne désormais l'accès à l'exportation de bétail sur pied vers les Etats-Unis, jusqu'à aujourd'hui restreinte aux Etats du Nord du pays.

En fait la crise qu'estiment connaître les éleveurs de la côte traduit essentiellement un malaise politique national, matérialisé localement par un conflit entre San Rafael et Martinez de la Torre.

Au niveau national, la modernisation prétend toucher tous les secteurs, sans tenir compte des privilèges accordés historiquement

à la corporation des éleveurs. Cette dernière, un des piliers du système-PRI en milieu rural depuis longtemps, avait toujours réussi à garder une certaine indépendance vis à vis du pouvoir, et à faire valoir ses points de vue, de façon conflictuelle s'il le fallait. Aujourd'hui le nouveau gouvernement prétend imposer à ce secteur les mêmes normes qu'aux autres, notamment en ce qui concerne la nouvelle fiscalité, avec un taux de taxation relativement élevé et contrôlé pour tous les producteurs. C'est une levée de boucliers chez ces grands éleveurs qui verraient ainsi diminuer leurs rentrées, à moins qu'ils ne répercutent ce "manque à gagner" sur les prix, brisant ainsi les accords antérieurs passés avec le gouvernement dans le cadre du Pacte de Solidarité Economique (devenu depuis le PECE, Pacte pour la Stabilité et la Croissance Economique).

Au niveau local, cela se traduit par une remise en question des alliances politiques traditionnelles. L'Association des Eleveurs de San Rafael (ville incluse dans le municipe de Martinez de la Torre), qui avait conquis le droit de s'établir dans une ville autre que le chef lieu, se voit aujourd'hui contester ce "privilège", avec la création d'une autre association d'éleveurs dans le même municipe, celle-ci localisée à Martinez et appuyée par les secteurs PRI les plus traditionnels.

A côté de ces "grandes" productions, la culture de maïs subsiste, avec des prix qui varient d'une année sur l'autre en fonction des disponibilités du produit. Cette année les prix ont été relativement élevés, concurrençant même le café dans certains cas (de vieilles fincas peu productives). Mais il suffit d'une bonne année de production pour que les prix baissent. Le Ministère de l'Agriculture tente de diffuser d'autres productions, comme la vanille, le poivre ou le piment, sans beaucoup de succès jusqu'à aujourd'hui.

Au total, presque tous les producteurs et travailleurs agricoles sont touchés par ces problèmes sectoriels d'ordre (économique, politique, social) et de niveau (international, national, régional et même local) variés. Des réaménagements régionaux sont inévitables, qui risquent de bouleverser les équilibres politiques et sociaux entre les différents secteurs, les différentes catégories de producteurs. L'organisation spatiale de la production est déjà affectée, des réseaux se détruisent et de nouveaux apparaissent, modifiant dès lors les conditions matérielles de vie des habitants de la région. L'espace régional se transforme, et avec lui les relations de tous ordres que les membres de la société établissent entre eux, dans un lieu donné, pour se reproduire et se développer. Comment évaluer ces transformations, leurs racines profondes et leurs implications ?

Les lignes directrices de la recherche, éléments pour une comparaison

Elles seront probablement nombreuses et se diversifieront, tout en s'ordonnant, en fonction de l'avancement de la recherche. Citons celles qui nous semble le plus immédiatement opératoires dans l'optique comparative.

1- le façonnement du territoire et ses acteurs

La répartition des divers usages du sol et leurs évolutions, la localisation des terres ejidales et leur ancienneté d'installation, la distribution de la population entre les villes, bourgs et hameaux, et les rythmes différentiels de croissance démographique, sont les variables "fondamentales" à étudier en priorité. Elles permettront chacune à sa façon de discerner les dynamiques passées ou en cours, les éventuelles corrélations entre les éléments d'un même système agraire régional, et les probables sous-ensembles que ce dernier renferme.

Ceci dans l'optique de reconnaître dans chaque cas les acteurs les plus directement impliqués, activement ou non. Deux catégories seront plus spécifiquement étudiées, dans la mesure où l'on aura au préalable vérifié leur pertinence en tant que groupe social.

Les ejidatarios

Le secteur ejidal est actuellement en première ligne dès lors que la "modernisation" remet en cause l'existence même des institutions de la Réforme Agraire, la validité des "privilèges" et des spécificités de la propriété sociale et de la production ejidale. Cette remise en cause radicale - si elle se confirme - s'accompagne régionalement de la crise de la canne à sucre, dont on a vu plus haut qu'elle affectait prioritairement les ejidatarios. Quelles seront les réactions, les réponses des ejidatarios ? Vont-ils "rentrer dans le rang", comme semblent l'espérer les politiciens de Mexico, et intégrer sans plus de problèmes le secteur de la petite production privée? Les ejidatarios disparaîtraient en tant que force politique autonome et spécifique, héritière d'un certain ordre révolutionnaire. On sous estime peut-être la capacité de résistance d'un secteur qui depuis la Révolution s'est forgé une forte identité dans la revendication pour l'accès à la terre et dans l'opposition au secteur privé, et la puissance d'inertie d'un appareil bureaucratique entièrement fondé sur ce secteur agraire. C'est dire qu'on aborde de front des questions d'ordre politique, mais aussi plus sociologique, de structuration de la société mexicaine dans son ensemble.

Les grands intérêts privés

Ils sont importants dans la région d'une part en zone côtière (les grands éleveurs et agriculteurs), d'autre part dans la zone de collines au Sud de Misantla (caféiculteurs, éleveurs, grands propriétaires fonciers et négociants plus ou moins absentéistes). La crise latente dans le secteur de l'élevage, sur la côte, n'a semble-t-il pas encore touché les éleveurs de la zone de collines. Mais peut-être s'agit-il de groupes sociaux bien différents malgré les conditions similaires de production. Les premiers, entrepreneurs capitalistes classiques, n'occuperaient pas la même place dans le dispositif agraire et rural que les seconds, rancheros plus directement intégrés dans les réseaux localisés de pouvoir et de clientèle. On pourrait alors étudier, à travers l'analyse des trajectoires familiales notamment, les stratégies différentielles de cette catégorie "élite" localement différenciée : sur quoi se fonde leur suprématie, comment l'acquièrent et la transmettent-ils de génération en génération, y-a-t-il déplacement des intérêts en fonction des conjonctures régionales ou nationales ? On y verrait alors apparaître les relations avec les instances de pouvoir local, les rapports au patrimoine foncier, les relations également avec les autres groupes dominants, de la région, de l'Etat ou du pays..etc.

2- pouvoir et espace local : un vieux thème réactualisé?

Un autre axe de comparaison possible entre les diverses régions concernées par le projet consiste à évaluer les transformations en cours à un autre niveau : celui des municipes en tant qu'unités administratives assimilées à la notion de "local", de "société locale" qui aurait des pouvoirs et des compétences de gestion sur son espace de vie. Cette association est-elle pertinente dans les diverses régions? La revalorisation du rôle du municipe, dans le cadre des projets et des mesures de décentralisation, est-elle effective? Y-a-t-il eu redistribution des domaines de compétences, et des moyens correspondants, entre les divers niveaux de pouvoir qui régissent en fin de compte l'administration du territoire?

La situation spécifique de notre région d'étude, avec la rivalité entre Misantla et Martinez de la Torre, est propice à l'analyse des moyens dont disposent les municipalités pour faire entendre leurs voix aux niveaux supérieurs. Quels enjeux justifient et alimentent cette concurrence? De quels atouts disposent ces deux municipes? Quels sont les groupes sociaux qui assument ou au contraire s'opposent aux positions défendues par la municipalité?

A Misantla par exemple, l'on sait que le secteur de l'éducation (les "maestros") contrôle les instances municipales depuis une dizaine

d'années, et les a érigées en tribune pour exprimer une contestation d'ampleur nationale : celle des maîtres d'école face à la corruption des institutions syndicales corporatistes soutenues par le pouvoir en place.

Quelle a été et quelle est la réaction du pouvoir central, de l'Etat de Veracruz ou de Mexico, face à cette voix discordante? Comment s'effectuent les négociations, si négociations il y a, pour faire respecter les règles de la décentralisation et de la démocratisation que l'Etat central a lui-même fixées? Quels sont les arguments, les moyens de pressions, les groupes de pouvoirs impliqués de part et d'autre?

Au-delà des relations pouvoir municipal-Etat, la situation de Misantla soulève deux autres types de questions.

La première concerne la mise en place et le fonctionnement des mesures de décentralisation, et leurs significations sociales et politiques. A Misantla toujours, les élections de 1988 ont clairement montré le mécontentement de la majorité de la population et son adhésion au mouvement d'opposition nationale, à travers la victoire incontestée de C.Cardenas. Or il semblerait que cette attitude "rebelle" ait été immédiatement sanctionnée par la faiblesse des ressources budgétaires allouées au municipe l'année suivante. Malgré les réformes de 1977 et 1983, les instances municipales sont loin d'avoir conquis une autonomie de gestion qui leur assure un minimum d'autonomie politique. Une analyse comparative, sur l'ensemble d'une région contrastée du point de vue des affiliations politiques, des budgets municipaux depuis une quinzaine d'années serait probablement un outil d'appréciation intéressant sur les capacités des uns et des autres à imposer ou orienter les choix des politiques locales.

La deuxième série de questions s'attachera plus au fonctionnement "interne" des dynamiques locales. En prenant le même exemple de Misantla, pourquoi et comment la population, à dominante nettement rurale, a-t-elle été associée à la montée en puissance d'un secteur théoriquement plus urbain, celui des maîtres d'école et professeurs, en tous cas assez éloigné des préoccupations immédiates du monde agricole? A partir de quel moment le pouvoir municipal a-t-il échappé aux catégories sociales qui traditionnellement contrôlent les instances municipales en milieu rural? Cela pose le problème de l'effritement des bases "classiques" du pouvoir local : contrôle foncier, patrimoine économique fondé sur l'activité agricole ou d'élevage, clientélisme lié à l'accès au travail, à la terre ou aux ressources financières (crédit), et leur remplacement par d'autres types d'intérêts et de relations. Quelles stratégies adoptent dès lors les dominants d'hier pour suivre,

accompagner ou devancer ces transformations, quitte à déplacer leurs domaines privilégiés d'intervention?

Si l'on a jusqu'à présent focalisé l'attention sur les transformations relatives au territoires municipaux, c'est précisément pour en montrer les limites. Il arrive un moment où les transformations locales ne s'expliquent qu'en référence à des évènements ou des orientations prises "ailleurs", en haut lieu ou dans des espaces voisins. Les domaines du local et du global s'interpénètrent, plus qu'ils ne se juxtaposent ou se superposent. Les espaces pertinents changent au cours du temps, comme le démontre de façon éloquente l'analyse des transformations régionales depuis un peu moins d'un siècle. De même les références à l'urbain et au rural en arrivent à se mêler intimement dans l'expérience quotidienne des habitants d'un lieu donné.

L'analyse de cas, ici la région de Misantla et Martinez, doit permettre d'élaborer un schéma d'interprétation qui à son tour fasse avancer la recherche comparative. Dans la plupart des régions d'étude, des points de comparaison peuvent d'ores et déjà être relevés :

- la compétition-coexistence de municipes "forts" et développés face à leur voisin en récente expansion (Altamira et Tampico), -le partage territorial d'un même espace fonctionnel -défini par des structures d'irrigation communes- par plusieurs municipes (El Barretal-Santa Engracia) et le partage des compétences qui s'ensuivent pour la gestion,
- les transformations de l'agriculture avec l'affaiblissement de certains secteurs et les redistributions des pouvoirs associés (notamment le secteur de la canne à sucre à Martinez et à Mante), et l'émergence de nouveaux secteurs prometteurs comme celui des agrumes (à Misantla et Alamo).

Société locale et corporatisme dans la région de Tampico-Ciudad Madero.

Marie-France PREVOT SCHAPIRA

Etudier le municipe d'Altamira passe nécessairement par la connaissance de la grande ville proche, Tampico-Ciudad Madero. Jusque dans les années 70, Altamira, c'est encore pour les habitants de la ville de Tampico-Ciudad Madero, *el campo*. Un petit nombre de familles appartenant à la société de Tampico, pour la plupart résidant en ville, y possèdent de larges étendues de terre. A partir des années 70, les grandes interventions de l'Etat, notamment la décision de construire le port industriel à Altamira intègre à la conurbation le sud du municipe. Et aujourd'hui Altamira, c'est aussi la périphérie nord de la ville où s'étendent les quartiers populaires et où s'installe la grande industrie. L'étude que nous présentons sur les forces locales dans la ville de Tampico-Ciudad Madero constitue en quelque sorte une mise en perspective du municipe d'Altamira dont le sort apparaît chaque jour plus étroitement lié à la conurbation. Dans bien des cas, la compréhension des enjeux locaux passe ici par la ville où se situent des sections syndicales puissantes, des organisations populaires, des institutions, les organismes de la Fédération et enfin une bourgeoisie locale qui tous étendent leur influence sur les municipes alentour et interviennent dans une confrontation plus ou moins directe ou dans un système d'alliances dans le jeu micro-local.

La conurbation de Tampico-Ciudad Madero (800 000 habitants) est située au sud du Tamaulipas. Cet Etat, politiquement très fragmenté, a vu se constituer au cours des 50 dernières années des féodalités politico-syndicales, à la périphérie de son territoire¹. Au nord, sur la frontière, la CTM domine presque sans partage. A l'extrême sud, sur la rive gauche du rio Panuco, à la limite des Etats du Tamaulipas et du Veracruz, le pouvoir pétrolier a contrôlé la

¹ Cf. Carlos F. Salinas Dominguez.- *La esquina del poder, los gobernadores de Tamaulipas*.- 1986, C. Victoria.

région jusqu'au 10 janvier 1989¹. Le caciquat de J.Hernandez Galicia, leader des pétroliers s'étendait bien au-delà de sa base d'ancrage, le centre de Ciudad Madero qui s'est greffé au début des années 20 sur la ville commerçante de Tampico. Depuis lors, le destin de ces deux villes, aujourd'hui sans solution de continuité sur le plan urbain, a été à la fois séparé, en termes de société, de valeurs, d'identité et de plus en plus lié en termes politique et économique au fur et à mesure que se développaient sous l'égide de l'Etat, les activités pétrolières et industrielles et que se renforçaient le quadrillage du système mexicain et la présence des organismes fédéraux.

Le poids croissant du pouvoir pétrolier depuis plus de 20 ans dans la conurbation de Tampico-Ciudad Madero a fait pratiquement disparaître toute forme d'organisation sociale et politique autonome. Cependant, il existe des lieux de sociabilité, des organisations professionnelles de la société non pétrolière qui tentent de se maintenir en dehors, voire en opposition au quadrillage des grandes organisations politico-syndicales de l'Etat. Les élites locales, qui se sont toujours définies culturellement en opposition à la ville pétrolière de Ciudad Madero, ont été peu à peu diluées dans un ensemble fortement dominé par les pétroliers, tout en cherchant à conserver cette "frontière invisible" entre Ciudad Madero et Tampico. Elles composent avec le pouvoir pétrolier, et en même temps elles développent des lieux de résistance² pour garder leur identité et défendre leurs valeurs. Ce sont ces stratégies sociales et territoriales et les réseaux mis en place par la société de Tampico pour continuer d'exister face, ou plutôt à côté de l'Etat que nous tenterons ici de cerner.

Le quadrillage coporatiste du territoire

Depuis le début du siècle, liés à l'activité portuaire et à l'exploitation pétrolière, se sont développés dans la ville de Tampico de puissants syndicats dont la présence aujourd'hui est déterminante dans la dynamique locale. Comment dans cet espace fortement marqué par l'opposition initiale entre la ville commerçante de Tampico et le centre ouvrier de Ciudad Madero, le système coporatiste organise le territoire ?

¹ Travail de terrain en juillet 1987 et en octobre 1989, après la chute du leader pétrolier de la section 1, Cf. M.F Prévôt Schapira, «Mexique, après les élections, la chute d'un cacique syndical», in *Problèmes d'Amérique Latine*, juin 1989.

² Le terme est pris dans un sens large, Cf.A.Frémont, l'effet de lieu comme structure d'une "résistance" localisée, p.179 in *Géographie Sociale*, Masson, 1984.

Le fief pétrolier de Ciudad Madero constitue sans aucun doute la pièce-clef dans le jeu politique local. Sa formation date du début du siècle, lorsque l'exploitation pétrolière dans la Huastèque et la construction de raffineries de part et d'autre de l'embouchure du rio Panuco attirent dans le municipe de Tampico des milliers de travailleurs. La croissance urbaine autour de la raffinerie d'Arbol Grande aboutit à la création en 1920 du municipe de Ciudad Madero¹. A côté de Tampico, ville de commerçants et lieu de résidence des éleveurs de la Huastèque, le centre ouvrier de Ciudad Madero devient un des hauts lieux du syndicalisme mexicain et de la lutte contre les compagnies étrangères contrôlant la zone (*El Aguila, La Huasteca Petroleum C^o*). Au lendemain de la nationalisation, le syndicat de la Compagnie *El Aguila* devient la section 1 du STPRM. C'est elle qui à partir des années 60, s'impose comme le centre organisateur de «l'archipel syndical» au niveau national et qui constitue désormais l'acteur principal au niveau local, se substituant aux compagnies étrangères puis à PEMEX. Les travaux entrepris par la municipalité de Ciudad Madero, contrôlée depuis la fin des années 50 sans interruption par le syndicat, changent profondément la physionomie de ce centre pétrolier qui était resté jusque là sans infrastructures et sans services. Elle représente durant la phase d'expansion pétrolière des années 70, «la vitrine» de la gestion urbaine syndicale. C'est ainsi que la place centrale, où la section syndicale, le palais municipal, le cinéma de la section et la cathédrale se font face, est élargie, remodelée pour donner un véritable centre à une ville qui avait grandi de manière chaotique, au gré de l'exploitation pétrolière et que se multiplient les entreprises, les magasins et les lotissements du syndicat.

Nous avons analysé ailleurs, le rôle du syndicat dans l'organisation de l'espace². Il faut cependant ici signaler que le pouvoir du syndicat a été considérablement renforcé par le *boom* pétrolier des «années Lopez Portillo», ce qui lui a permis de sortir de son fief de Ciudad Madero pour étendre son emprise sur la ville et la région.

Cette avancée du pouvoir pétrolier oblige à redéfinir le partage des territoires entre les différentes forces syndicales, notamment avec le syndicat des dockers et la CTM, fortement présente à Tampico.

A Tampico, la CTM exerce un monopole de fait et un contrôle serré sur l'ensemble des travailleurs urbains: employés de commerce, de la restauration, chauffeurs de taxi, ouvriers de la pétrochimie, électriciens, travailleurs de la construction. Le carcan syndical a

¹ Cf. S. Lief Aldeson.- *Historia social de los obreros industriales de Tampico, 1906-1919.*- Tesis, El Colegio de Mexico, mars 1982.

² Cf. M.F Prévôt Schapira, «Les travailleurs du pétrole au Mexique: pouvoir syndical, mobilisation de la force de travail et gestion de l'espace», in *Cahiers Sciences Humaines*, ORSTOM, 23(2), 1987, pp. 273-286.

toujours été dénoncé par les entrepreneurs de la ville comme un frein au développement économique, non pas tant en raison de la situation sociale bien contrôlée par la CTM que des prébendes (*arreglo*) qu'il faut verser aux syndicats en échange de leur protection, sans compter la présence des hauts salaires des travailleurs de PEMEX¹. Le leader du puissant syndicat des travailleurs de la construction et le dirigeant de la CTM au niveau de l'Etat, tous deux députés locaux de Tampico en 1987, constituent au niveau syndical, les principaux relais du pouvoir pétrolier dans la ville.

Quant au vieux syndicat des dockers, autre force syndicale de poids présente dans la ville depuis 1917, il avait réussi à maintenir une certaine distance à l'égard du pouvoir pétrolier. Son leader, président municipal de 1977 à 1980, se voit évincé au plan local, lorsque dans les années 80, les candidats de la Quina quadrillent la région. Aux élections de 1987, il n'obtiendra l'investiture comme député fédéral que dans une circonscription de l'Etat éloignée de la zone (San Fernando, Tamps.)²

A la fin des années 70, la construction du Port Industriel cristallise les rivalités inter-syndicales pour le partage des territoires. Des tensions sourdes avec le leader de la CTM, Diego Navarro, apparaissent lorsque s'élargissent les territoires, les populations et les activités à contrôler. Le municipe d'Altamira devient alors l'espace des enjeux et des conflits entre les pétroliers, les dockers et les travailleurs de la CTM.

La construction du port provoque également des changements profonds dans l'organisation de la ville et des pouvoirs locaux. La décision de construire dans le municipe d'Altamira, une grande zone industrialo-portuaire, sous le sexennat de Lopez Portillo, entraîne l'arrivée en force des organismes de la Fédération liés à la planification industrielle et urbaine. La crise a considérablement réduit les ambitions initiales. Cependant, la mise en route du projet, après avoir soulevé de grands espoirs dans la région, suscite rancœurs, conflits et controverses de la part des *ejidatarios* expropriés par Fondepport, du syndicat des dockers qui ne voulait pas voir son pouvoir entamé par la tutelle du *Sistema portuario* chargé depuis 1985 d'administrer et de rationaliser les deux unités portuaires de Tampico et d'Altamira et des entrepreneurs locaux à l'égard d'un "projet qui tourne le dos à la ville". Sous la pression des

¹ Cf. Etude de la COPARMEX sur la situation à Tampico : «Podemos decir que hay paz laboral, siempre y cuando los empresarios antes de iniciar un negocio «se arreglan» con los lideres de la CTM. Por otra parte, los contratos colectivos no son muy pesados, por el contrario», document interne, 1989.

² Interview de G.Gomez Castillo, dirigeant du *Gremio Unido de los Alijadores* (GUA), juillet 1987.

petits entrepreneurs locaux Fondeport a construit un parc offrant des terrains bon marché et des crédits de Nafinsa aux PME désireuse de s'installer dans la zone industrielle¹. Cette initiative soulève de nombreuses polémiques. Fondeport accuse les PME de détourner les terrains industriels à de simples fins spéculatives, et inversement la Canacinfra qui regroupe la nébuleuse des petites et moyennes industries, dénonce l'incurie de cette antenne de la Fédération, peu préoccupée du développement local².

Cependant, la construction du Port Industriel conjuguée à la capacité financière accrue du STPRM ouvre une nouvelle période de prospérité pour Tampico qui avait connu une certaine stagnation dans la décennie précédente. Les fortes migrations déclenchées par la phase de la construction et le développement de tout un secteur d'activités qui lui est lié - commerce, services, grandes entreprises de construction- changent en quelques années la physionomie de la ville.

Tampico, dont la croissance est bloquée au sud et à l'ouest par le fleuve et les lagunes, voit son centre de gravité se déplacer vers le nord, le long de la route d'Altamira. S'y installent les succursales des banques, les supermarchés, les concessionnaires de matériel agricole et de voitures, les hôtels de luxe tandis que se poursuit la dégradation du vieux centre engorgé et déserté par les classes aisées. Reste les bâtiments administratifs et les commerces traditionnels (tissus, chaussures, meubles) pour les populations rurales de la région et les classes populaires urbaines.

C'est également vers le nord que s'installent les nouveaux venus. Entre la Laguna del Chairel et la route se dressent les petits immeubles construits par l'INFONAVIT et le FOVISTE pour les travailleurs organisés. Plus au nord encore, à cheval sur les municipes de Tampico, d'Altamira et de Ciudad Madero, s'étendent, étroitement imbriqués, le Couloir Industriel conduisant vers le port d'Altamira et les zones d'occupation urbaine dont quelques unes seulement sont planifiées. Le plan d'occupation des sols défini par la *Comisión de conurbación del río Panuco* n'est respecté ni par les grandes industries du Couloir Industriel qui développent leur emprise où bon leur semble, ni par les occupants légaux ou illégaux de terres rurales, éjidales et privées, transformées en "colonies" urbaines.

¹Dans le *Programa de desarrollo regional industrial del Estado de Tamaulipas*, juillet 86, il est dit explicitement que les aides fournies aux industries de l'Etat doivent permettre qu'elles ne s'installent pas de l'autre côté du Panuco, c'est-à-dire dans l'Etat de Veracruz.

²"Desilusiona la apatia y el burocratismo de FONDEPORT, a industriales tampiqueños, CANACINTRA", in *El Mundo*, 8 février 1987.

Dans ces colonies populaires du nord, dotées de peu d'infrastructures, souvent en situation d'occupation illégale, le syndicat pétrolier s'est constitué une solide clientèle parmi les nouveaux immigrants. Là, le système de contrôle et d'organisation des territoires pétroliers mis en place à Ciudad Madero a fait tâche d'huile avec le lancement du Plan RUTA (*Revolución Urbana Tampico-Altamira*) financé par la section 1, la construction de magasins du syndicat et le contrôle des organisations d'habitants liés au PRI¹. La puissante Fédération des colonies du sud du Tamaulipas dirigée par un proche du leader pétrolier encadre les populations. Ces nouvelles bases électorales ont permis au pouvoir pétrolier de s'ancrer territorialement à Tampico et d'y imposer ses candidats².

Autre relais du pouvoir pétrolier, l'Université du Tamaulipas (UAT) dont l'essor date des années 70. Après la crise de 68, le gouvernement mexicain repense la trop forte centralisation du système universitaire, et crée des universités de province dotées d'une autonomie de gestion. Afin d'empêcher toute contestation étudiante, le gouvernement laisse les pleins pouvoirs au recteur pour faire régner l'ordre. Et c'est ainsi que la UAT devient une véritable enclave de pouvoir, aux mains des *porros* (groupes de choc étudiants) à la solde et au service du recteur puis du leader pétrolier comme cela était déjà le cas à l'Institut Technologique de Ciudad Madero.

A la veille de la chute de la Quina, son bastion s'étendait d'Aldama à Pueblo Viejo, et passait désormais par la ville de Tampico, capitale de la Huastèque, où l'élite locale avait toujours mis un point d'honneur -tout au moins au niveau du discours- à ne pas être assimilée aux pétroliers. Mais le formidable pouvoir politique et économique dont disposait l'homme de Madero avait permis de prendre dans ses filets une partie de la société, sans rencontrer d'opposition frontale.

Jusque dans les années 70, à quelques exceptions près, les présidents municipaux n'avaient pas été des figures marquantes de l'élite, laquelle tenait à garder ses distances à l'égard de l'Etat. Ses stratégies ne passaient pas par le contrôle direct du pouvoir municipal, mais par l'appartenance à des réseaux familiaux et

¹ «Pavimentera el sindicato petrolero once cuadras de la populosa colonia Mainero: inversion 14 M de pesos en este programa de apoyo urbano», in *El Mundo*, 24 août 1987.

² «Apoyo popular a la politica municipal: dirigentes de organismos de colonos rechazaron enojicamente ataque contra el ayuntamiento», in *El Mundo*, 16 avril 1987.

professionnels¹. Si certains de ses membres étaient présents au gouvernement de l'Etat, la représentation politique locale était le fait d'hommes issus de la classe moyenne, formés dans l'appareil du parti et des syndicats. Pendant près de 20 ans, le leadership exercé par le dirigeant du groupe Tampico, J.Fleischman, sur la ville et les entrepreneurs avait permis de faire pièce au pouvoir pétrolier. Sa disparition à la fin des années 70 quand une grande partie des intérêts de la région passent dans le camp du syndicat, met fin à ce quant-à-soi de la société portuaire.

En 1980, l'élection de J.Contreras Cantú, candidat du leader pétrolier, marque un tournant. Homme d'appareil mais allié par son mariage à la "bonne société", président de la *Junta Federale de Mejoras Materiales* depuis 1977, il gagne la confiance du leader pétrolier en faisant bénéficier Ciudad Madero des interventions de cet organisme fédéral dont l'action s'était jusque là limitée à la ville de Tampico. C'est lui qui "ouvre" la ville de Tampico aux pétroliers, en lançant le programme de la *Revolución Urbana* financée par les pétroliers². Si cette ingérence a été violemment dénoncée par le *Gotha* du Casino Tampiqueño, aux élections suivantes, c'est au sein de cette même "société locale" que le leader pétrolier trouve des alliés et des candidats qui feront leur carrière politique et s'enrichiront sous sa protection.

Les élites locales face à l'emprise du système corporatiste.

La «société locale» comprend les familles «qui comptent» pour reprendre l'expression d'un de ses représentants. Elle se reconnaît par son appartenance à des réseaux de sociabilité qui se veulent et qui sont de fait exclusifs. A partir du noyau initial - les vieilles familles de la Huastèque et les représentants de la colonie espagnole et libanaise présentes depuis la fin du XIX^{ème} siècle- se sont intégrés les nouveaux venus attirés par les cycles de prospérité plusieurs fois répétés de la région.

Les professions libérales, les commerçants, les éleveurs se retrouvent aux cercles libanais ou espagnol, au Club Campestre, au

¹ Manuel Ravizé, président municipal en 1955, gouverneur de l'Etat de 1969 à 1975 apparaît comme une exception. En revanche, l'élection d'un représentant de la «bonne société» sous l'étiquette PPS, au début des années 70, avait été une manière pour la société locale de tourner en dérision les élections municipales toujours étroitement contrôlées par le PRI

² Cf. discours prononcé par J.Contreras Cantú lors de l'inauguration du magasin de la section 1 dans une colonie populaire de Tampico (col. Vergel) "Lleve al buen amigo de Tampico, el señor Hernandez Galicia, no solamente nuestra gratitud a su sindicato y a sus contingentes, sino que le exprese tambien que este pueblo de Tampico le abren las puertas de par en par de todo corazon, en reconocimiento que lo acredita como un hombre que demuestra plenamente que para servir no hay frontera alguna entre Tampico y Ciudad Madero...", in *Adelante*, n°7, janvier 1982.

Casino Tampiqueño qui fête cette année ses cent ans, à la Beneficiencia Espanola, aux *Rotaries* (encore qu'ils apparaissent aujourd'hui trop investis par les pétroliers comme les *Lion's*) et dans des associations religieuses. Eleveurs et *empresarios* regroupés dans des associations professionnelles en constituent le noyau dur. Liés entre eux par des alliances matrimoniales, ils partagent les mêmes valeurs, en opposition au *credo* révolutionnaire. Leur discours est fondé sur la défense de l'initiative privée, l'hostilité aux réglementations de l'Etat et son mépris affiché pour les organisations locales liées au PRI.

On peut se demander pourquoi dans une ville où s'est réalisée une forte accumulation de richesse liée à l'activité portuaire, au pétrole, à l'agriculture et à son emprise sur une partie de la Huastèque, il n'y a pas eu le développement de groupes locaux puissants capables de faire contre-poids aux pouvoirs corporatistes et de s'impliquer dans le jeu politique local et dans la gestion de la ville. On a ici plus qu'ailleurs, le sentiment de voir fonctionner des organisations. Il semble que la société soit peu présente "dans une ville qui est écrasée pour le meilleur et pour le pire par le secteur pétrolier"¹. On est frappé par l'atonie culturelle de cette ville de 400 000 habitants qui n'a pas de théâtre, peu de cinémas, une presse contrôlée par la Quina, ainsi que le canal local de télévision. Il en est de même de l'espace urbain, peu marqué par l'intervention des édiles, alors que dans le même temps Ciudad Madero connaît des transformations urbaines profondes portées par le projet social et politique du leader pétrolier et financées par les oeuvres sociales révolutionnaires du STPRM. L'immense centre de loisirs et de congrès, le *Quinadrome*, qui domine la ville de Ciudad Madero en constitue sans aucun doute l'aspect le plus spectaculaire.

La société de Tampico ne semble jamais avoir été très impliquée dans les changements qui ont eu lieu dans la ville, bien qu'elle ait été souvent la force dynamisante de la région : l'innovation dans l'agriculture et dans l'élevage est souvent venue des familles de la ville.

Cette attitude est liée en grande partie à l'histoire de Tampico, marquée par la prospérité accidentelle du début du siècle et les hauts et les bas des cycles économiques du pétrole et de certains produits agricoles. Tampico s'est développée avant tout comme un centre de services et de commerce pour la riche région de la Huastèque et pour la ville ouvrière de Ciudad Madero, restée longtemps sous-équipée. C'est elle qui a ainsi bénéficié des hauts salaires de la population pétrolière. De plus, l'exploitation du

¹ Interview du dirigeant de la COPARMEX, juillet 1987.

pétrole au début des années 20, a renforcé la caractéristique cosmopolite de la société portuaire, avec l'installation de nombreuses colonies étrangères (américains, hollandais, chinois, juifs). Beaucoup ont quitté la ville une fois leur fortune réalisée, ou lors des périodes de récession. D'autres sont restés, et s'est opérée la sédimentation de cette société de formation récente dont l'histoire mouvementée est présente encore aujourd'hui dans les patronymes. Ce sont ces immigrés riches qui forment une partie importante de la «bonne société de souche», face aux nouveaux venus qui la submergent peu à peu. Enfin, dans une société où l'appartenance au groupe des éleveurs constitue des lettres de noblesse et des profits assurés, l'investissement dans la terre détourne l'argent de la ville et de l'industrie. De nombreux *profesionistas*¹ ou commerçants possèdent des ranchs dans les municipes alentour.

Cette société, très mouvante pendant les cinquante premières années du siècle se fige et se ferme dans les années 60, aussi bien au niveau du contrôle économique que du contrôle social. Pendant presque 20 ans, le Casino Tampiqueño, le Club Campestre et le Centre patronal de Tampico restent administrés par les mêmes familles. Cette petite élite forme un groupe peu perméable aux changements et aux initiatives, qui continue à vivre comme si le Mexique ne changeait pas, alors que tout change, notamment la ville qui voit doubler sa population pendant la période du *boom* pétrolier. Son attitude défensive l'entraîne à freiner l'arrivée des capitaux extra-régionaux au moment où le capital national cherche à s'investir dans la région, notamment les grandes chaînes commerciales du pays. Lorsque la *Cial Mexicana* décide de s'installer à Tampico, le groupe local Ibarra qui contrôlait les petits super-marchés au niveau local, passe une alliance avec la CTM locale, prétendant que l'entreprise interdirait l'affiliation syndicale. Malgré le mouvement de grève déclenché par le syndicat de la construction, *Cial Mexicana* ouvre dans les délais prévus avec un personnel recruté à Mexico, après avoir passé un accord avec la CTM de Mexico. Les mêmes reticences se sont exprimées lors de l'arrivée du supermarché BLANCO et récemment de la succursale du grand magasin LIVERPOOL (1985).

Paradoxalement, alors même que se renforcent le quadrillage du système pétrolier et l'emprise de l'État, se mettent en place des formes de "résistance" et des lieux d'identité permettant à la société locale d'affirmer ses valeurs se revitalisent. Ce mouvement perceptible dès la fin des années 70, est aujourd'hui porté par l'évolution de l'ensemble du Mexique. Cependant, à un moment où

¹ *profesionistas*:: cadres et professions libérales

la réforme municipale ouvrait le jeu démocratique, il n'a pas signifié, à la différence des villes du nord, le développement d'une opposition politique structurée autour du PAN¹.

Bien que l'élite locale soit très proche idéologiquement du PAN, l'importance du parti est faible, et les manifestations d'adhésion publique sont rares face à la volonté politique d'un homme qui peut faire et défaire les fortunes. Ceci explique que les candidats de ce parti soient des représentants des classes moyennes, souvent des nouveaux venus dans la région, "qui n'ont rien à perdre" en s'engageant dans une opposition frontale au PRI.

Depuis la réforme municipale de 1983, le PAN a deux représentants élus au conseil municipal. L'un appartient au petit noyau présent depuis longtemps dans la ville, l'autre se définit comme le représentant du "néopanisme". D'origine modeste, ancien militant de base du PRI dans les colonies du nord de la ville, il voit sa récente adhésion au PAN, comme le seul moyen compte tenu du système priiste, de lutter pour faire respecter "la dignité humaine" des classes populaires encadrées par le PRI. Pour lui, le PAN considère les hommes comme des citoyens et non comme des masses (Union des *colonos*, syndicat, secteur du PRI) que l'on peut manipuler lors des élections. Le "néopanisme" signifie, que le parti doit travailler dans les quartiers populaires. Il ne cache pas son ressentiment à l'égard de l'élite qui joue, de fait, le jeu du pouvoir en place et qui, par son apathie et son esprit de compromis, a favorisé le contrôle politique de Tampico, en n'attaquant pas de front un système auquel il participe.

Lieux d'identité et formes de "resistance"

De fait, c'est hors des canaux politiques, mais sur des principes qui sont ceux du PAN que la société locale joue un jeu qui n'est pas sans ambiguïté à l'égard du PRI et du caciquat de J.Hernandez Galicia. Il se mène sur trois fronts, celui de la COPARMEX, de l'éducation et de la famille et de l'Eglise catholique.

El empresario ciudadano (l'entrepreneur citoyen)

A partir de 1982, le vieux *Centro empresarial de Tampico* change de direction et devient la COPARMEX de Tampico. Son attitude offensive correspond à la campagne lancée au niveau national par la *Confederación Nacional de la Republica Mexicana* après la

¹ Cf. G.Guadarrama.- *Empresarios y politica: Sonora y Nuevo Leon*, 1985.- in *Estudios Sociologicos*, Vol.5, n°13, 1987.

nationalisation de la banque, sur le thème "il est nécessaire de reprivatiser la société mexicaine"¹.

En dehors des grandes entreprises récemment installées dans le Couloir Industriel d'Altamira affiliées à l'AISTAC, elle regroupe les 274 entreprises les plus importantes de la ville². Parmi les entrepreneurs de Tampico, deux sont de dimension nationale. Le groupe Tampico et le groupe Continental liés entre eux par des alliances matrimoniales.

Le groupe Tampico est présent depuis trois générations dans la ville. C'est comme distributeur de la Coca-Cola, puis comme concessionnaire de La Ford que se constitue la fortune des Fleischman, juifs américains venus du Texas.

Le groupe Continental est à la fois un groupe financier et industriel. Aujourd'hui, son dirigeant Burton Grosman demeure une des figures marquantes de la société et son siège social reste à Tampico (200 personnes) alors que la logique de croissance du groupe ne s'inscrit plus dans la région. Depuis la nationalisation de la banque qui entraîne l'effacement des banques locales, le groupe Continental a déplacé ses activités financière de l'autre côté de la frontière, à San Antonio. Quant à ses entreprises industrielles (fabrication et distribution de boissons), elles sont installées dans des villes jugées plus propices aux affaires comme Puebla ou Guadalajara.

On peut citer quelques groupes de dimension régionale: le groupe Vallejo, le groupe Fenix qui a étendu une chaîne de pharmacies - style drug stores- dans les zones pétrolières et le groupe Ibarra (chaîne de petits super-marchés *Super Tienda Modelo*). Pour le reste, ce sont des petites et moyennes entreprises, essentiellement liées à l'activité commerciale et de services. Elles dénoncent les faibles possibilités de sous-traitance avec les grandes entreprises du Couloir Industriel

A côté, des organisations professionnelles fortement intégrées au système (CANCINTRA, CONCANACO, CNIC), passées sous la coupe plus ou moins directe du leader pétrolier, la COPARMEX, syndicat patronal indépendant, se présente comme "le bras idéologique de l'entreprise privée". Sans affiliation partisane, car l'apolitisme est inscrit dans ses statuts, la COPARMEX veut cependant agir à la fois comme un groupe professionnel et comme un parti. Le discours tenu est celui du PAN, on pourrait même dire aujourd'hui celui du

¹La COPARMEX créée en 1928 a toujours été l'organisation patronale la plus indépendante du système. A partir de 1982, elle a su capitaliser le mécontentement de la fin des "années Lopez Portillo".

² L'AISTAC regroupe les entreprises suivantes: Petrocel, Primex, Finacril, Hules Mexicanos, Negromex, Novaquim, Pigmentos y productos Quimicos, Polycyd, Quimica del Mar, Altaresin. Ces entreprises récemment installées dans le couloir industriel d'Altamira, extérieures à la région, à l'exception du groupe Tampico, emploient 10 000 personnes.

gouvernement de Salinas de Gortari. La COPARMEX a participé à de nombreuses campagnes d'action civique pour défendre un certain type de société et impliquer les *empresarios* dans la "polis". Elle met l'accent sur l'éducation qui doit inculquer l'esprit d'entreprise, forger une "conscience sociale" dans une ville marquée par l'esprit de spéculation (Cf. importance des *Casas de Bolsas* et de leur faillites retentissantes en 1987), enfin redonner une certaine cohésion à des entrepreneurs jugés trop attentistes. Ils doivent occuper l'espace public balisé par l'Etat. C'est donc sur le thème d'une plus grande participation de l'entrepreneur en sa qualité de citoyen que la COPARMEX tente de secouer le patronat local peu soucieux de sa ville. Elle incite l'entreprise privée à financer des équipements (projet d'un grand hôpital privé) et appuie le développement d'associations en dehors du PRI.

La COPARMEX pense qu'elle a depuis la chute du leader pétrolier un rôle décisif à jouer sur le terrain de la société plus que dans le jeu politique¹. Ce changement «inespéré» doit être l'occasion de moderniser la vie politique de la région et de secouer l'emprise syndicale. Cependant lors des dernières élections municipales de novembre 1989, la COPARMEX a gardé une attitude prudente à l'égard du candidat du PRI, très lié au groupe de la Quina mais restant l'un des siens.

Selon l'actuel dirigeant de la COPARMEX, nouveau venu dans la zone, on observe depuis quelques années un changement d'attitude, en raison de la grande demande de services qui oblige à s'ouvrir et à s'associer aux capitaux de l'extérieur. C'est ce que la COPARMEX encourage d'autant que l'arrivée d'une nouvelle génération mieux préparée depuis qu'il existe des formations universitaires privées financées par les entrepreneurs, favorise cette évolution.

Le projet éducatif

Si les entrepreneurs locaux avaient applaudi à la création d'une université à Tampico, (terrain donné par J.Fleishman), la mauvaise qualité de la formation leur fait très vite écarter les candidatures de la UAT. C'est pourquoi un groupe d'*empresarios* s'est impliqué directement dans le développement d'une université privée qui pourrait accueillir les enfants de la «bonne société».

Il existait déjà des universités privées à Tampico (*Universidad del Golfo, Universidad del Noreste*) mais elles étaient essentiellement

¹ "Es momento de oportunidad para que el sector empresarial tome el liderazgo social y aplique un programa intenso de vertebración social, llamando a la participación de los empresarios en sus propios organismos y en los de toda la sociedad", Interview du dirigeant de la COPARMEX, Tampico, novembre 1989.

conçues comme un *negocio*, dispensant un enseignement de qualité médiocre et des diplômes de peu de valeur.

L'expérience de IEST (*Instituto de Estudios Superiores del Sur de Tamaulipas*) est de toute autre nature. Fondée en 1974 par un groupe d'enseignants, transfuges de la UAT, l'IEST se fixe comme objectifs de créer un contre-pouvoir, un espace de liberté et de «donner aux enfants de la bourgeoisie un enseignement de qualité, une formation professionnelle mais aussi philosophique et morale qui ne heurte pas ses convictions et qui favorise l'idée d'enracinement dans la région»¹. L'université démarre avec deux carrières : comptabilité et administration.

Après trois années difficiles, ils réussissent à intéresser les plus importants des *empresarios*, notamment Burton Grossman (Groupe Continental) qui devient en 1977 le président du conseil d'administration de l'IEST.

Avec la construction du Port Industriel d'Altamira, le *Tecnologico* de Monterrey installe une succursale à Tampico, mais l'IEST refuse de fusionner, car elle veut s'affirmer comme une université de la société de Tampico, financée par le mécénat local et ne pas être dirigée depuis Monterrey. Cette dynamique correspond à un mouvement plus général dans le pays d'une opposition des élites locales/régionales à l'emprise "externe" sur l'éducation de leurs enfants. L'actuel directeur de IEST est aujourd'hui le président de la Fédération des Institutions Privées de l'Éducation supérieure (FIMPES) créée en 1980 qui regroupe actuellement 45 universités dans tout le pays.

Très vite IEST est apparue comme un lieu-clé de la «résistance idéologique» de la «bonne société» à l'emprise de l'État. C'est à partir de ce noyau que se sont articulées initiatives et luttes pour défendre identité et valeurs face au système.

L'IEST a été à la tête du mouvement de la défense de l'école libre, lorsqu'il s'est agi d'appliquer au niveau de l'État de Tamaulipas, dans le cadre de la décentralisation, la *Ley nacional de educación* mise en place par Jesús Reyes Heróles. Elle devait entraîner la fermeture des écoles normales privées, la suppression de syndicats "libres" dans les écoles privées, et l'utilisation obligatoire du livre unique dans toutes les écoles secondaires. Dans une ville où les établissements privés confessionnels ou non, regroupent 40% des élèves, et dont certains sont reconnus par les autorités de l'État comme étant de très grande qualité, cette décision entraîne une

¹ Ces enseignants quittent la UAT pour montrer leur opposition à la grève déclenchée contre le recteur Leandro Gonzalez qui tente de s'opposer aux privilèges donnés aux milices étudiantes, interview du directeur de la IEST, Tampico, juillet 1987.

véritable guerre ouverte entre le gouverneur chargé de mettre en place la réforme et la société de Tampico.

L'action s'organise autour de l'*Union de padres de familia del Sur* de Tamaulipas et de la Fédération de *Escuelas particulares del Sur* de Tamaulipas¹. En 1984-1985 ont eu lieu de grandes mobilisations auxquelles participent activement les femmes pour défendre la liberté d'enseignement - manifestation de 6 000 personnes lorsque le président de la Madrid vient inaugurer la nouvelle usine PETROCEL dans le port industriel durant l'année 86.

Le mouvement remporte une première victoire. L'Etat fait une exception pour la ville de Tampico et autorise l'existence d'un syndicat qui échappe au contrôle du SNTE dans les écoles privées.

La deuxième vague de mobilisation (convoi de voitures jusqu'à Ciudad Victoria) a lieu lorsqu'à la fin de son mandat (1986), le gouverneur décide de faire voter une loi réduisant l'autonomie des écoles privées. La loi est approuvée en dépit des pressions exercées en coulisses par la hiérarchie ecclésiastique de Tampico auprès du cardinal de Mexico, Ernesto Corripio, ancien évêque de Tampico et ami de Miguel de la Madrid. L'appui de l'Eglise est jugé trop timoré par les organisateurs. Assimilés par la presse locale au mouvement de *casseroles*, ils refusent cependant l'appui du PAN pour ne pas être manipulé et pour que leur lutte ne soit pas perçue comme un affrontement direct avec le système. C'est dans ce sens, que les dirigeants vont voir la Quina pour s'assurer de sa neutralité.

Aujourd'hui, la liberté d'éducation constitue un des axes de mobilisation de la société de Tampico dont les enjeux implicites dépassent largement la question scolaire.

L'Eglise et les nouvelles «terres de mission»;

L'histoire sociale et politique explique la moindre influence de l'Eglise catholique dans le Tamaulipas que dans les autres Etats du Nord. L'idéologie laïque de Portes Gil a laissé des traces dans une région où l'Eglise a toujours dénoncé la présence de la franc-maçonnerie, la religiosité de pure forme, voire l'irreligiosité des pétroliers aux «moeurs relâchées»². Par ailleurs, le cosmopolitisme de la ville au début du siècle entraîne la présence de nombreuses sectes protestantes et spiritistes.

Les noyaux forts de l'Eglise catholique se sont organisés autour de la communauté libanaise et espagnole et des vieilles familles de la

¹ *Union Nacional de Padres de familia* créée en 1928 pour lutter contre la mise en place de l'Education socialiste, Cf. S.Loeza.- *Classes moyennes, démocratie et nationalisme au Mexique: l'éducation dans la recherche du consensus*.- Thèse d'Etat, Sc.Politique, 1984.

² Portes Gil, gouverneur de 1924 à 1928, leader du Parti Socialiste Frontalier, avant d'être président de la République intérimaire de 1928 à 1930.

Huastèque. Ce sont elles qui mettent en place les réseaux traditionnels de charité. Parmi elles se recrutent les Cavaliers de Colon et les militants de l'Action catholique. Dans les années 60/70, l'action de ces derniers se dirigeaient presque essentiellement en direction des communautés indigènes de la Sierra (école radiophonique, soins). Dans l'ensemble, ils étaient peu présents dans les quartiers populaires. Or la très forte croissance de ces quartiers à la fin des années 70, abandonnés par l'Eglise et gagnés par le prosélytisme des sectes protestantes, décide l'Eglise à y affirmer sa présence. Le diocèse de Tampico réalise en 1984 une enquête socio-économique qui révèle la très grande pauvreté de ces populations, pour la plupart des immigrants récents, sans travail et l'état avancé de malnutrition des enfants.

Cette action dans les colonies du nord et du sud de la ville (sur l'autre rive du Panuco) se met en place à partir de Caritas, ONG créée en 1984 par le diocèse de Tampico.

Caritas regroupe aujourd'hui 17 salariés chargés de mobiliser les bonnes volontés, d'organiser les bénévoles, de collecter des fonds auprès des entrepreneurs locaux.

A travers ces actions, l'Eglise veut impliquer les réseaux de sociabilité de la "bonne société" dans cette autre partie de la ville, fortement encadrée par le système (syndicats, organisations de *colonos* du PRI) et qui lui échappe de plus en plus. Récemment, l'évêque de Tampico dénonçait la faible sensibilité sociale des entrepreneurs de la ville. La société doit prendre conscience que la défense de ses valeurs et de son identité passent par les quartiers pauvres qui deviennent aujourd'hui une "nouvelle terre de mission".

Caritas s'est fixé deux lignes d'action : l'assistance médicale aux plus pauvres et l'installation de réfectoires dans les nouvelles zones d'urbanisation. Dix médecins ayant pignon sur rue consultent gratuitement dans les quartiers de la zone nord. Caritas fournit à ces populations dépourvues de couverture sociale, médicaments et prothèses. La *Beneficiencia Espanola*, l'hôpital le plus huppé de la ville, a mis quatre lits à sa disposition. En ce qui concerne l'aide alimentaire, l'installation de 11 réfectoires permettaient la distribution quotidienne d'un verre de lait et un petit pain à 3 000 enfants, en juillet 87. Ils en prévoient 10 000 pour décembre 1987¹. Dans chaque quartier, Caritas a encouragé les mères à s'organiser elles-mêmes la distribution des petits déjeuners. Si dans un premier temps, le lait est venu d'une organisation catholique de

¹Les réfectoires sont situés, au nord de la ville, à Miramar, Revolucion Verde, Enrique Gonzalez (Tampico) et 16 de Septiembre (Madero), et au sud dans le quartier Morelos et dans la zone du Moralillo et dans les quartiers très précaires qui se sont récemment développés du côté veracruzain (municipe de Pueblo Viejo).

Cuernavaca (*los Pequeños Hermanos*), aujourd'hui c'est à travers le *Fondo Unido Rotario* qui regroupe 5 clubs Rotary de Tampico que le lait en poudre est envoyé des Etats-Unis. C'est également par ce circuit qu'est financée la construction d'une usine pour fabriquer du lait de soja. L'activité de l'Action Catholique (atelier de couture, de coiffure construction de chapelle dans les quartiers populaires, diffusion de la méthode Ogino) s'est aujourd'hui greffée sur celle de Caritas.

Sur le terrain, dans les quartiers du nord, l'action des associations caritatives a coexisté avec celle des leaders de quartier contrôlés par les pétroliers, comme si il y avait un partage tacite des tâches : aux uns, la défense des pauvres et de leur dignité, aux autres la constitution de clientèles électorales.

Autour de Caritas on retrouve IEST, la COPARMEX, le Casino Tampiqueño, les Rotaries, etc. En d'autres termes ce que nous avons appelé la "société locale" qui s'implique dans de nouveaux espaces, à sa manière, à la fois pour ne pas perdre son identité et gagner prise, à côté de l'Etat et du syndicat pétrolier, sur le territoire.

Au lendemain du 10 janvier 89, les positions très mitigées de la société locale révèlent la nature des liens ambigus qui s'étaient tissés entre une partie de l'élite et le leader pétrolier.

Deux thèses s'affrontent qui divisent la société. D'une part, la réaction "localiste" qui souligne l'ampleur du marasme économique que l'arrestation du cacique provoque, au moins sur le court terme. Elle "découvre" en lui le bienfaiteur d'une région où il s'est substitué à l'Etat et à la Fédération. Une large partie de la société locale avait appris à composer avec le leader pétrolier et à s'accommoder de son ordre, en dépit des réticences morales qu'il suscitait.

D'autres pensent au contraire que le caciquisme a été un facteur de retard pour la région et un frein à l'intervention de la Fédération. La recomposition des pouvoirs locaux est perçue comme l'occasion de moderniser la vie politique de la région, d'écarter le pouvoir syndical, de redonner force et initiative à la société civile. C'est le moment d'élargir les cercles sociaux trop restreints, de s'ouvrir à d'autres secteurs de la ville et d'attirer les capitaux extérieurs. Ce discours de la COPARMEX rejoint celui des deux derniers présidents de la République appelant à la démocratisation, à la décentralisation et à la libération des contraintes corporatistes.

BIBLIOGRAPHIE
sur le thème et la région d'enquête

- Abelès, M.(ed)
 1986 «L'Etat en question», *Etudes rurales* n° 101-102, Paris.
- Aguilar Camín, H.
 1986 *Morir en el Golfo*, Ed. Océano, Mexico.
- Alvarado, A.
 1988 *Poder central y región fronteriza en México : el Tamaulipas*, El Colegio de México, Mexico, à paraître.
- Auriac, F et Brunet, R.(eds)
 1986 *Espaces, jeux et enjeux*, Fayard, Paris.
- Bataillon, C.(ed)
 1977 *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers-Monde*, PUF, Paris.
- 1981 *Interventions urbaines et encadrement étatique Mutations des campagnes du Tiers-Monde* Editions du CNRS/CRPT, Toulouse.
- Bodiguel, M
 1986 *Le rural en question*, L'Harmattan, Paris.
- Collectif
 1985 «El desarrollo económico y social de la región de Alamo, Veracruz», CIESAS, Mexico, multigrad.
- Collectif
 1986 *L'esprit des lieux. Localités et changement social en France*, CNRS, Paris.

Demard, J.C.

1987 *Jicaltepec. Chronique d'un village français au Mexique*,
Ed. Le Porte-Glaive, Paris.

Foucault, M.

1976 *La volonté de savoir*, Gallimard, Paris.

Frémont, A.

1976 *Région, espace vécu*, PUF, Paris.

Hoffmann, O.

1987 *Paisaje y sociedad. Prácticas campesinas y dinámica cafetalera en un ejido veracruzano (Xico)*, INIREB-ORSTOM, en collaboration avec C. Blanc-Pamard et JP.Rossignol, Xalapa.

1989 La part des communautés rurales dans la conformation municipale au Mexique, in *Pouvoir local, Régionalismes, Décentralisation, Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique Latine*, J.Revel-Mouroz coord., CREDAL-CNRS-IHEAL, Paris.

1989 Márgenes de acción campesinas y obras públicas : el caso de los caminos en pueblos de la sierra veracruzana, *Nueva Antropología*, X, 53, Mexico.

Hoffmann,O., Marchal J-Y. et Pepin Lehalleur, M.

1990 «Transformations de la vie rurale dans la plaine côtière du Golfe du Mexique : Evaluation du territoire sous l'effet des politiques agricoles», communication présentée au Colloque *Mondialisation de l'économie et développement des territoires*, ASRDLF, septembre 1990, Saint-Etienne.

Kvam, R.

1985 *Oil, oranges and invasions. Economic development and political mobilization in eastern Mexico*. Master of Arts, Bergen.

Lapouge, G.

1988 *Utopie et civilisation*, Flammarion, Paris.

Marchal, J.Y.

1983 «Constitution d'observatoires agro-économiques régionaux au Mexique, cadre conceptuel d'un programme de recherche transdisciplinaire», ORSTOM-MRT, Commission «Dynamique des systèmes agraires», Paris, multigr.

1985 *Análisis gráfico de un espacio regional : Veracruz*, INIREB-ORSTOM, en collaboration avec R. Palma Grayeb, Xalapa.

1986 «Aménagements préhispaniques des zones inondées du Veracruz», *Cahiers ORSTOM, série Sciences humaines*, vol 1, en collaboration avec M.G.Baez Zola, Paris.

1989 «Au Mexique, anomalies d'une réforme agraire et paysages trompeurs. La recherche d'un espace fonctionnel», *Tropiques : lieux et liens*, ORSTOM-CNRS-EHESS, en collaboration avec O. Hoffmann, Paris.

Padua, J. et Vanneph, A. (eds)

1986 *Poder local y poder regional*, El Colegio de México-CEMCA-CREDAL, Mexico.

Pepin Lehalleur, M.

1986 «Algunos parámetros de la lucha por el poder en la región de Mante, Tamaulipas», *Poder local y poder regional* (J. Padua et A. Vanneph eds.), El Colegio de México-CEMCA-CREDAL, Mexico.

1987 «Mante, Tamaulipas: Un système agraire régional?», *Cahiers de la Recherche-Développement*, en collaboration avec G. Sautter, Montpellier.

1989 «Chercher la clef des champs. Genèse d'un espace rural dans le nord-est du Mexique», *Tropiques : lieux et liens*, ORSTOM-CNRS-EHESS, Paris.

1989 «Les élections de 1988 au Mexique: changement social plutôt que virage politique», *Problèmes d'Amérique Latine*, La Documentation Française, Paris.

Prévôt Schapira, M-F.

1980 *Pétrole et nouvel espace industriel au Mexique, Coatzacoalcos-Minatitlan.*, thèse 3^e cycle, Paris III.

1980 «Deux villes pétrolières du golfe du Mexique : Tampico et Poza Rica», *Documents de Recherche du CREDAL*, n°2, Paris.

1982 «El desarrollo petrolero en el Sureste de México», *Impactos regionales de la política petrolera en México*, L. Allub, M.A Michel (eds), CIIS, Mexico.

1984 «Espace pétrolier et espace syndical dans le Golfe du Mexique», *L'Etat aménageur en Amérique Latine: villes et ports industriels*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL, n° 35, Paris.

1987 «Les travailleurs du pétrole au Mexique. Pouvoir syndical, mobilisation de la force de travail et gestion de l'espace», *Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines*, 23(2), Paris.

1989 «Mexique : après les élections, la chute d'un cacique syndical», *Problèmes d'Amérique Latine*, La Documentation Française, Paris.

Raffestin, C.

1980 *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Lausanne.

Revel-Mouroz, J.

1971 *Mexique : Aménagement et colonisation du Tropique Humide*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL, Paris.

Revel-Mouroz, J.(ed)

1984 *L'Etat aménageur en Amérique Latine. Villes et ports industriels*, Travaux et Mémoires de l'IHEAL n° 35, Paris.

Velazquez, E

1989 «Análisis regional y circuitos de comercialización en el Totonacapan (elementos para una tesis de maestría en antropología)», Universidad Veracruzana, Xalapa.